



---

**HAÏTI**  
**SITUATIONS D'URGENCE SOUS-**  
**FINANCÉES ROND II**  
**PERTURBATIONS ÉCONOMIQUES**  
**2020**

**20-UF-HTI-45128**

Bruno Lemarquis  
Coordinateur Résident / Humanitaire

---

## RÉSUMÉ DU PROCESSUS ET DE LA CONSULTATION :

Merci d'indiquer quand la revue après action (RAA) a été conduite et qui y a participé.

24 février 2022

Le 24 février, OCHA a organisé une revue après action (RAA) avec les agences impliquées dans cette allocation, notamment OIM, FAO, FNUAP et UNICEF. Certains des participants jouent également le rôle de co-lead de groupes de travail parmi le secteur protection (protection VGB et protection des migrants et PDIs). Lors de la RRA, les participants ont partagé les leçons apprises et les défis rencontrés dans la mise en œuvre de leurs projets.

Les rapports finaux ont également été partagés avec l'intersecteur et l'équipe humanitaire pays pour commentaires. Les chefs de file de secteur ont été encouragés à partager l'information avec les membres de leurs secteurs.

Merci de confirmer que le rapport final a été discuté avec l'équipe humanitaire et/ou l'équipe de pays des Nations-Unies et avec les coordinateurs sectoriels.

Oui  Non

Merci de confirmer que le rapport final a été partagé pour examen aux intervenants dans le pays (c-à-d les agences bénéficiaires du CERF, les coordinateurs et membres des secteurs/groupes sectoriels et les institutions gouvernementales compétentes).

Oui  Non

## 1. PRIORISATION STRATÉGIQUE

### Déclaration stratégique du Coordinateur Résident / Humanitaire :

Cette allocation CERF a visé des quartiers de la zone métropolitaine de Port-au-Prince fortement vulnérables en raison des conflits entre gangs armés, ce qui a limité l'accès de la population aux services de base, tels que la santé et l'éducation, ainsi que l'accès des acteurs humanitaires pour mener des opérations urgentes dans la zone. Grâce à cette allocation les agences et leurs partenaires ont pu fournir une assistance rapide et adéquate à des cas de violence basée sur le genre (VBG), des cas de malnutrition aiguë sévère, aux personnes en IPC 3 et 4, et aux personnes déplacées internes (PDI), entre autres. L'allocation CERF a également permis de renforcer le narratif sur les besoins de plus en plus importants en termes de protection et la nécessité de soutenir les populations prises en otage et victimes de nombreuses violences, notamment celles basées sur le genre.

A travers les projets, les agences ont également pu renforcer les capacités des partenaires locaux, particulièrement ceux travaillant dans les secteurs de protection et d'éducation (par exemple OCCED'H, Fondation J'aime Haiti). L'étroite collaboration avec les autorités locales ainsi que les organisations communautaires de base (OCB) tout au long de la mise en œuvre des projets a renforcé les partenariats et a permis d'établir une relation de confiance et de bonne coopération. En outre, d'autres fonds ont pu être mobilisés pour une assistance comparable dans d'autres zones de la capitale, par exemple auprès de ECHO pour des projets du secteur sécurité alimentaire et du secteur protection.

### Valeur ajoutée du financement CERF :

L'accès humanitaire dans la périphérie de Port-au-Prince est de plus en plus restreint depuis 2020. Grâce à l'allocation CERF les acteurs ont pu déployer des ressources additionnelles pour répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables, particulièrement celles victimes de VBG et les personnes vivant en situation de handicap. Par exemple, l'OIM a pu fournir des matériels médicaux adaptés aux différents types de handicap pour de nombreux PDIs, et faciliter des consultations avec des spécialistes pour les personnes ayant des handicaps auditifs et visuels, augmentant ainsi leur dignité et autonomie.

### Les financements du CERF ont-ils permis de fournir rapidement une assistance aux bénéficiaires ?

Oui

En partie

Non

Quelques jours après que le site de "Camp Lapiste" ait été attaqué par des groupes armés, entraînant les personnes qui y vivaient à trouver refuge dans deux sites de fortune (l'école communale de Delmas 103 et l'église Saint Yves, à Delmas 5), la DGPC et l'OIM ont mené de nouveaux enregistrements des PDIs le 18 juin dans les deux sites. Le processus de relocalisation a démarré peu de temps après, avec une première phase de sensibilisation, suivie de l'inscription des familles pour confirmer leur volonté à bénéficier du programme de « cash pour loyer ».

De même les activités « cash pour travail » a permis une réponse rapide aux personnes qui se trouvent dans l'IPC 3 et 4. L'un des aspects positifs de ces activités de transfert monétaire était l'implication des différents leaders des communautés de chaque quartier ciblé par ce projet. Cela a facilité un bon déroulement des activités et a apporté de très bon résultat en termes d'engagement communautaire. Plus globalement ce projet a renforcé l'ensemble des partenaires opérationnels (collectivités et associations locales) d'un point de vue institutionnel et organisationnel afin qu'ils puissent répondre efficacement aux problèmes de leur communauté.

### Le CERF a-t-il contribué à apporter une réponse dans les temps pour répondre aux besoins pour lesquels l'élément « temps » est critique ?

Oui

En partie

Non

Dans plusieurs cas de VBG, les partenaires ont fait appel à des institutions étatiques. Une prise en charge et un appui intégral, avec l'implication de tous les acteurs nationaux concernés, a pu être mobilisé immédiatement. De même, plusieurs personnes déplacées qui présentaient des besoins médicaux urgents ont pu être pris en charge rapidement grâce à l'intervention des partenaires - c'est notamment le cas d'une femme provenant du site de Poste Marchand, blessée par balle le 17 juin 2021. Des consultations médicales ont été réalisées par l'OIM pour cette femme et pour d'autres PDI vulnérables. Au total, 530 personnes ont reçu des services médicaux, incluant 246 femmes, 123 hommes, 81 garçons et 80 filles. La médecin de l'OIM a pu prodiguer des médicaments et soins primaires, et identifier les éventuels besoins de suivi avec des spécialistes.

### Le CERF a-t-il amélioré la coordination au sein de la communauté humanitaire ?

Oui

En partie

Non

La coordination entre les acteurs humanitaires a pu être renforcée à plusieurs niveaux ; d'une part, entre les agences qui ont fait partie de cette allocation à travers des visites conjointes, des réunions régulières et un partage d'information transparent, p.ex. sur des cas médicaux. Cela a permis, par exemple, à l'UNFPA et l'OIM de rédiger un communiqué conjoint pour la prise en compte des femmes et filles déplacées de Tabarre Issa, qui étaient particulièrement à risque. D'autre part la collaboration entre les agences et les partenaires d'implémentation a été renforcée à travers au moins sept réunions qui ont aidé à assurer une approche coordonnée, d'éviter les duplications et de favoriser des actions conjointes. Mais également la coordination avec les autorités nationales et communales a été renforcée. A titre d'exemple, des réunions hebdomadaires ont été organisées sous le leadership de la mairie de Delmas pour discuter des défis et avancées par rapport à l'assistance fournie aux PDI de Bel'Air.

### Les fonds du CERF ont-ils contribué à améliorer la mobilisation d'autres sources de financement ?

Oui

En partie

Non

L'allocation du CERF a permis de mobiliser quelques sources supplémentaires, par exemple auprès d'ECHO (6 millions de dollars pour la sécurité alimentaire et 2 millions de dollars pour la protection (aide aux migrants et aux personnes déplacées). Cependant, les agences ont dû mobiliser leurs propres fonds, comme ce fut le cas pour l'UNICEF. En outre, d'autres demandes de CERF (Rapid Response) ont été faites pour répondre aux besoins croissants dans les zones de la capitale sous le contrôle des gangs armés.

### Considérations stratégiques des quatre domaines prioritaires humanitaires<sup>1</sup> :

#### Femmes et filles

Tous les partenaires ont appliqué une approche d'égalité des sexes, en donnant la priorité aux femmes et aux filles et en les incluant dans toutes les activités. Ainsi, plus de 43 300 femmes et 37 000 filles ont été atteintes par cette allocation CERF, surtout à travers des activités de renforcement des services pour la santé sexuelle et reproductive et de protection contre les violences sexistes (lire plus les activités contre la VBG ci-dessous). En outre, 2 341 personnes, dont des femmes enceintes et allaitantes, des personnes handicapées et des victimes de VBG, ont bénéficié d'une formation au renforcement des capacités et d'un paquet d'autonomisation économique. D'autres projets ont renforcé l'autonomie des femmes par la diversification des sources de revenus et d'aliments.

#### Personnes vivant avec un handicap

Dès la phase de l'élaboration de projet, l'accent a été mis sur les personnes en situation de handicap. Un travail étroit avec le Bureau de la Secrétaire d'Etat pour l'Intégration des Personnes Handicapées (BSEIPH) a permis l'accompagnement des partenaires lors des activités sur le terrain pour une meilleure inclusion des personnes handicapées. Plus de 5 000 personnes en situation de handicap ont été prises en charge lors des interventions (235% plus que prévu). Les personnes handicapées ont eu accès à des cliniques mobiles, des sessions de formation et sensibilisation, du soutien économique et aux programmes de transferts monétaires. Les partenaires ont pu fournir des matériels médicaux adaptés aux différents types de handicap pour des personnes déplacées, et faciliter des consultations avec des spécialistes (ORL, ophtalmologue) pour les personnes ayant des handicaps auditifs et visuels, augmentant ainsi leur dignité et autonomie. Un critère transversal de vulnérabilité a été intégré aux critères de ciblage des bénéficiaires des interventions pour que les ménages vulnérables ayant à leur charge une personne handicapée soient prioritaires.

#### Education dans les crises prolongées

Des évaluations des dégâts et des besoins résultant de la crise sociopolitique ont été conduites dans les zones ciblées par le projet. Les résultats de ces évaluations ont mis en évidence les défis rencontrés par les écoles en termes de mobiliers scolaires et en infrastructures Eau, Hygiène et Assainissement (WASH), les besoins en formation du personnel éducatif pour la prise en charge des filles et des

<sup>1</sup> En janvier 2019, le coordinateur des secours d'urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires qui sont souvent sous-financés et peu considérés quand des fonds sont alloués à une action humanitaire. Le ERC a recommandé aux CR/CH d'accorder davantage d'attention à ces quatre domaines en s'assurant qu'ils sont pris en compte de manière concrète lors de la priorisation des besoins pour les demandes au CERF. Ces quatre domaines sont : (1) l'appui aux femmes et aux filles incluant la violence basée sur le genre, la santé reproductive et l'autonomisation des femmes ; (2) les programmes ciblant les personnes vivant avec un handicap ; (3) l'éducation dans les crises prolongées ; (4) les autres aspects de la protection. Veuillez-vous référer aux questions et réponses relatives aux quatre domaines prioritaires du ERC [ici](#).

garçons affectés par la crise sociopolitique, les besoins des élèves en kits scolaires et les besoins également des adolescents en soutien scolaire et éducation non formelle. De plus, des séances de sensibilisation et de formation sur la VBG ont été réalisées dans le milieu scolaire pour environ 2 000 jeunes filles et garçons. Des activités d'éducation nutritionnelle auprès des femmes enceintes et allaitantes pour une alimentation saine et appropriée ont été menées.

#### Autres aspects de la protection

L'intégration de la protection a commencé par une analyse à travers des informateurs clés et des volontaires communautaires des ménages qui étaient le plus exposés à des risques accrus de négligence, de discrimination, d'abus, d'exploitation et de violation de leurs droits, comme les femmes et les personnes vivant avec un handicap. Les rencontres avec ces bénéficiaires ont eu lieu en toute discrétion dans un climat de confiance. Les conversations ont permis de savoir quels facteurs atténuants spécifiques doivent être pris en compte et quels bénéficiaires doivent être priorités pour une assistance immédiate. En outre, les partenaires d'implémentation ont été soutenus à renforcer leurs capacités en particulier sur la Protection contre l'Exploitation et les Abus Sexuels (PEAS).

### **Enveloppe de financement pour les programmes de lutte contre les violences sexistes :**

L'un des axes centraux et prioritaires de ce projet était la lutte contre la violence basée sur le genre (VBG). Ainsi, l'UNFPA, à travers ses partenaires, a mené des sessions de sensibilisation impliquant 9 359 personnes afin de prévenir et de réduire les risques de VBG. Des espaces sécurisés ont été mis en place pour soutenir les survivants de VBG en offrant une prise en charge psychologique et médicale à 1 605 femmes victimes de VBG. De plus, les partenaires ont contribué au renforcement des capacités des services de santé reproductive et sexuelle de 5 institutions sanitaires.

Cette priorisation de la lutte contre les violences sexistes a remis la thématique de la protection au centre des discussions. L'équipe humanitaire pays a convenu de donner la priorité au renforcement de la collecte, de l'analyse et du suivi des données sur les cas de violence. Il est ainsi prévu d'établir un mécanisme sophistiqué à travers d'autres projets prévus pour 2022.

**Tableau 1 : Aperçu de financement (US\$)**

<b>Montant total nécessaire à la réponse humanitaire</b>	<b>119 886 000</b>
CERF	5 000 000
Fonds humanitaire commun / Fonds pour les interventions d'urgence (le cas échéant)	0
Autres (bilatéral / multilatéral)	7 015 361
<b>Financement total reçu pour la réponse humanitaire (par source ci-dessus)</b>	<b>12 015 361</b>

**Tableau 2 : Subventions d'urgence du CERF par projet et secteur / cluster (US\$)**

Agence	Code du projet	Secteur / cluster	Montant
FAO	20-UF-FAO-031	Sécurité alimentaire - Agriculture	1 500 000
IOM	20-UF-IOM-030	Protection	1 150 000
UNFPA	20-UF-FPA-038	Santé	605 000
UNFPA	20-UF-FPA-038	Protection - Violence sexiste	330 000
UNFPA	20-UF-FPA-038	Éducation	165 000
UNICEF	20-UF-CEF-059	Éducation	450 000
UNICEF	20-UF-CEF-059	Nutrition	400 000
UNICEF	20-UF-CEF-059	Protection - Protection de l'enfant	400 000
<b>Total</b>			<b>5 000 000</b>

**Tableau 3 : Répartition du financement du CERF par modalités de mise en œuvre (US\$)**

<b>Total des fonds utilisés directement par les agences des Nations Unies y compris l'acquisition des marchandises de secours</b>	<b>3 552 113</b>
Fonds transférés aux partenaires gouvernementaux *	0
Fonds transférés aux partenaires ONG internationales pour mise en œuvre *	0
Fonds transférés aux partenaires ONG nationales pour mise en œuvre *	1 447 887
Fonds transférés aux partenaires de Croix-Rouge et du Croissant-Rouge *	0
<b>Total fonds transférés aux partenaires (IP) *</b>	<b>1 447 887</b>
<b>Total</b>	<b>5 000 000</b>

\* Les chiffres indiqués dans le tableau 3 sont basés sur les rapports de projet (partie II, sections 1) et doivent être cohérents avec l'aperçu des sous-subsventions en annexe.

## 2. PRIORISATION OPÉRATIONNELLE

### Aperçu situation humanitaire (en anglais pour publication en ligne) :

Since 2019, the economic, social and political crisis has gripped Haiti and resulted in an 80 per cent increase in the number of people in need of humanitarian assistance. The October 2019 IPC analysis indicated that the urban areas of Port au Prince were in phase 3 or 4. The highest rates were found in the most vulnerable and insecure districts of the city. This concerning situation is coupled with an increasing acute malnutrition, recoding a peak rate of 2.5% of severe acute malnutrition in December 2019. In 2020, the COVID-19 restriction measures entailed a significant increase of domestic gender-based violence including on children. In the vulnerable areas, the lack of functioning health services led to a 30% increase of maternal mortality between March and July 2020. After a revision of the 2019-2020 HRP, due to the pandemic, US \$253 million were requested and 2.1 million people targeted for a humanitarian assistance. During the implementation period of the CERF projects (November 2020 - November 2021), the situation deteriorated further, mainly due to increased gang violence and insecurity in urban areas, limiting access to basic services for vulnerable people, and that caused further displacement of 19,000 people, including persons living with disabilities, and therewith confirmed the relevance of this project.

### Utilisation opérationnelle de l'allocation CERF (en anglais pour publication en ligne) :

In response to the socioeconomic disruption in some urban areas, the RC/HC for Haiti requested US\$ 5 million from the CERF's Under Funded Emergency window Round II. This funding has enabled UN agencies and NGO partners to support the Government's response in providing immediate assistance to 134,793 people living in urban areas, while prioritizing women, girls, boys, GBV survivors and persons living with disabilities affected by food insecurity, increasing protection risks and the disruption of social conditions, especially in Bas Delmas (Camp la Piste, Cite Soleil), Canaan, and Tabarre Issa (Pétion Ville).

The CERF allocation allowed the provision of livelihood support and an improved food security situation for over 22,000 persons. The strengthening of capacities reproductive health structures, the organisation of 48 mobile clinics, the distribution of kits and the training and awareness-raising activities have benefited more than 70,000 people in the fight against GBV and for enhanced sexual and reproductive health. More than 53,000 people were assisted through education, nutrition and protection activities, such as the distribution of school materials, rehabilitation of school infrastructure, awareness-raising activities on GBV and COVID-19, treatment of malnutrition, psychosocial support and cash transfers. Around 1,200 people benefited from the relocation programme to safer neighbourhoods, some of whom received identity documents, medical assistance, training and awareness-raising (including on COVID-19, the inclusion of people with disabilities, and IOM's Green Line 840 as a key feedback mechanism).

### Personnes ayant reçu une assistance directe :

**DIRECTIVE (à effacer avant la soumission du rapport) :** Dans ce paragraphe de **max. 200 mots**, veuillez décrire brièvement l'approche utilisée pour estimer les chiffres indiqués dans les tableaux 4, 5 et 6 ci-dessous et comment a-t-on évité de compter les mêmes personnes plusieurs fois ? En outre, veuillez expliquer les écarts de plus de 10% par rapport aux chiffres prévus tels que présentés dans l'application CERF, le cas échéant.

Cette allocation du CERF a permis d'atteindre un total de 131 431 personnes, ce qui correspond à 98% de ce qui était prévu. La variation du nombre de personnes ciblées et atteintes est inférieure à 10% pour l'UNICEF (+5,8%), le FNUAP (-7,5%) et l'OIM (-4,6%). La FAO a atteint 14,4% de personnes de plus que l'objectif initial, ce qui est dû au fait que l'enregistrement des ménages ciblés a montré un ratio standard de 5,7 personnes par ménage au lieu de 5 personnes comme estimé.

Pour éviter un double comptage, les personnes atteintes dans le secteur de l'éducation (par l'UNICEF et l'UNFPA) n'ont pas été comptées car elles sont supposées être couvertes par le secteur de la protection de l'enfance. Les personnes touchées dans les secteurs de la nutrition, de la sécurité alimentaire et de la protection, ainsi que les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), sont considérées à 100%. Les cas de VBG sont comptabilisés à 50% car on estime que les autres 50% sont couverts par les secteurs de la protection et de la santé. Comme certains des projets ont été mis en œuvre dans la même zone, 80% des personnes affectées par le secteur de la santé ont été comptabilisées (voir les calculs ci-joints pour plus d'informations).

### **Personnes ayant reçu une assistance indirecte :**

Environ 489 700 personnes ont indirectement bénéficié des activités de cette allocation CERF. Ceci inclut les professionnels, professeurs, responsables d'organisation, autorités locales, et jeunes à travers le renforcement d'institutions sanitaires et de prestataires de services VBG (64 080), les enfants et membres de ménages et communautés d'accueil à travers des campagnes de sensibilisation et de communication sur l'ANJE, l'hygiène, le dépistage, le droit à l'éducation, la promotion de la culture de la paix, et la protection de l'enfance (100 626), les habitants de la commune de Canaan à travers des spots radios et sound trucks (200 000) et les habitants dans le voisinage des bénéficiaires à travers la vente de produits sur les marchés locaux et la réhabilitation d'infrastructures communautaires (125 000).



**Tableau 4 : Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF par secteur / cluster \***

Secteur / cluster	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Éducation	1 500	540	3 800	1 200	<b>7 040</b>	3 454	2 122	5 163	2 846	<b>13 585</b>
Sécurité alimentaire - Agriculture	6 400	1 600	6 240	5 760	<b>20 000</b>	5 148	3 937	6 928	6 862	<b>22 874</b>
Santé	45 313	16 238	10 466	3 612	<b>75 629</b>	32 716	17 157	10 024	3 912	<b>63 809</b>
Nutrition	0	0	11 960	11 040	<b>23 000</b>	0	0	11 049	9 508	<b>20 557</b>
Protection	2 987	2 733	2 240	2 040	<b>10 000</b>	2 352	3 377	2 350	1 423	<b>9 502</b>
Protection - Protection de l'enfant	2 250	2 050	8 000	8 000	<b>20 300</b>	3,195	2,439	8,707	7,501	<b>21,842</b>
Protection - Violence sexiste	1 681	32	271	16	<b>2 000</b>	<b>5 786</b>	<b>373</b>	<b>786</b>	<b>345</b>	<b>7 290</b>

\* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

**Table 5 : Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF par secteur / cluster \***

Categories	Prévu	Atteint
Réfugiés	0	0
Retournés	0	0
Déplacés internes	8 453	9 502
Communautés d'accueil	342	746
Autres personnes touchées	125 998	121 183
<b>Total</b>	<b>134 793</b>	<b>131 431</b>

**Tableau 6 : Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF par sexe et âge \***

Sexe & âge	Prévu	Atteint	Nombre de personnes handicapées (PwD) assistées grâce au financement du CERF	
			Prévu	Atteint
Femmes	50 830	43 333	921	887
Hommes	19 605	24 511	560	686
Filles	37 090	37 001	372	1 771
Garçons	27 268	26 587	311	1 737
<b>Total</b>	<b>134 793</b>	<b>131 431</b>	<b>2 164</b>	<b>5 080</b>

## PARTIE II – APERÇU DES PROJETS

### 3. RAPPORTS DES PROJETS

#### 3.1 Rapport du projet 20-UF-FAO-031

1. Information sur le projet			
Agence :	FAO	Pays :	Haïti
Secteur / cluster :	Sécurité alimentaire - Agriculture	Code du projet :	20-UF-FAO-031
Titre du projet :	Restauration des moyens d'existence de 4 000 ménages vulnérables affectés par la crise socio-économique et l'insécurité		
Date de début :	19/11/2020	Date de fin :	18/11/2021
Révisions :	Extension sans cout <input type="checkbox"/>	Redéploiement des fonds <input type="checkbox"/>	Reprogrammation <input type="checkbox"/>
Financement	<b>Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :</b>		<b>US\$ 93 000 000</b>
	<b>Financement total reçu pour la réponse sectorielle de l'agence à l'urgence en cours :</b>		<b>US\$ 3 770 361</b>
	<b>Montant reçu du CERF :</b>		<b>US\$ 1 500 000</b>
	<b>Total des sous-subsidations du CERF transférées aux partenaires de mise en œuvre :</b>		<b>US\$ 96 941</b>
	Partenaires gouvernementaux		US\$ 0
	Partenaires ONG internationale		US\$ 0
	Partenaires ONG nationale		US\$ 96 941
Croix Rouge / Croissant Rouge		US\$ 0	

### 2. Résumé des résultats obtenus

A travers ces fonds CERF UFE, la FAO et ses partenaires ont:

- a) Fourni des semences maraîchères, outils agricoles, matériel de collecte des eaux de pluie et de clôture des parcelles et sacs pour la culture des légumes à 2 000 ménages vulnérables (11 874 personnes) ainsi que le renforcement de leur capacité en production et commercialisation de légumes. Chaque ménage a produit en moyenne 375 kg de légumes, au lieu de 400 à 450 kg annoncés. La fertilité des sols plus faible qu'estimé a conduit à une production légèrement plus faible 25 - 75 kg par ménage à la fin de la production
- b) Fourni des poules pondeuses et de leurs aliments à 1 000 ménages vulnérables (5 359 personnes), construit des petits poulaillers et renforcer leur capacité en élevage de volaille. Chaque bénéficiaire a reçu 7 poules pondeuses et un coq, plus 50 kg d'aliment des poules. Après un mois, chaque ménage a obtenu une production moyenne de 140 œufs par mois, à raison de 20 Gourdes par œuf, cela a représenté un revenu mensuel moyen de 2 800 Gourdes ou 28 US\$ environs.
- c) Organisé des activités de cash for work en faveur de 1 000 ménages vulnérables (5 641 personnes) à raison de 20 jours de travail par personne et d'une rémunération d'environ 10 US\$ / jour, l'équivalent à 200 US\$ par ménage bénéficiaire. De plus, ces travaux ont permis d'améliorer l'assainissement du milieu par la collecte des déchets solides en collaboration avec les autorités locales.
  - 230.000 m2 : restauration de la chaussée
  - 168.500 m3 : réhabilitation/ curage des caniveaux
  - 226.500 m2 : Remblais/ débroussaillage des abords de la chaussée

Le projet a permis à 4 000 ménages (22 874 personnes), sans emploi et habitant dans les quartiers de Canaan (Corail Cecelesse), Bas Delmas et Tabarre Issa affectés par la crise socio-économique et sécuritaire de restaurer leurs moyens d'existence et d'améliorer leur sécurité alimentaire à travers des activités de production de légumes maraîchers, d'œufs et de travaux participatifs solidaires (cash for work), entre novembre 2020 et novembre 2021.

### 3. Modifications

Au moment de l'écriture du projet, il avait été budgétisé l'achat de 9 poules et un coq par ménage. Au moment de la contractualisation de l'achat auprès du fournisseur, le prix unitaire des poules avait connu une forte hausse. Avec le même budget, il n'a plus été possible d'acheter 9 mais 7 poules par ménage. En revanche, la maturité avancée des poules reçues par les bénéficiaires a permis de produire des œufs dès le deuxième mois après réception et non le quatrième comme annoncé dans le document du projet. Ce qui a compensé en partie la réduction du nombre de poules par ménage.

Concernant le nombre des bénéficiaires, le projet a ciblé 4 000 ménages (base du calcul budgétaire). Après enregistrement de ces ménages, il est apparu que le ratio standard estimé de 5 personnes par ménage était légèrement trop bas. Pour ces personnes ciblées, il était en moyenne de 5,7 personnes par ménage. Finalement, le total n'a pas représenté 20 000 personnes mais plutôt 22 874 personnes pour 4 000 ménages.

#### 4. Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF au niveau du projet \*

Secteur / cluster	Sécurité alimentaire - Agriculture									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0					0
Retournés	0	0	0	0	0					0
Déplacés internes	0	0	0	0	0					0
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0					0
Autres personnes touchées	6 400	1 600	6 240	5 760	20 000	5 148	3 937	6 928	6 862	22 875
<b>Total</b>	<b>6 400</b>	<b>1 600</b>	<b>6 240</b>	<b>5 760</b>	<b>20 000</b>	<b>5 148</b>	<b>3 937</b>	<b>6 928</b>	<b>6 862</b>	<b>22 875</b>
<b>Personnes handicapées (PwD) sur le total</b>										
	384	96	62	58	600	510	421	628	762	2 321

\* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

## 5. Personnes indirectement ciblées par le projet

Le projet a bénéficié à au moins 125 000 personnes habitant dans le voisinage des bénéficiaires, qui ont profité de la vente des légumes et des œufs sur les marchés locaux ainsi que des infrastructures communautaires réhabilitées.

## 6. Cadre de résultats du projet CERF

<b>Objectif du projet</b>	L'objectif du projet est d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes vulnérables habitant dans les zones urbaines et périurbaines de Port au Prince à travers la restauration de leurs moyens d'existence productifs			
<b>Résultat 1</b>	La situation nutritionnelle et alimentaire ainsi que les revenus de 2 000 ménages vulnérables (10 000 personnes) sont améliorées par la production, la consommation et la vente des légumes			
<b>Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ?</b> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>				
<b>Secteur / cluster</b>	Sécurité alimentaire - Agriculture			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Valeur cible</b>	<b>Valeur atteinte</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 1.1	Nombre de ménages vulnérables (qui reçoivent un kit d'intrants agricoles par ménage composé de 0,1 kg de semences maraichères, 5 sacs de culture, 50 kg de fumier compost, un arrosoir et un réservoir de collecte d'eau des pluies plus ses accessoires	2 000 ménages (10 000 personnes)	2 000 ménages (11 874 personnes)	Rapports des ONG partenaires
Indicateur 1.2	Nombre de chefs de ménages formés et encadrés en production de légumes dans des jardins de case et en éducation nutritionnelle	2 000 ménages (10 000 personnes)	2 000 ménages (11 874 personnes)	Rapports des ONG partenaires
Indicateur 1.3	Quantité moyenne de légumes récoltée par chaque ménage bénéficiaire en kg	400 kg.	375 kg	Rapports des ONG partenaires
<b>Explication du résultat et de la variation de l'indicateur</b>	Taille des ménages ciblés de 5,7 personnes/ ménages et non 5 par ménages comme estimé. Fertilité des sols plus faible qu'estimé, donnant une production légèrement plus faible 25 kg par ménage à la fin de la production.			
<b>Activités</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par</b>		
Activité 1.1	Préparation et signature des protocoles d'accord entre FAO et ses partenaires	FAO avec les ONG locales « Espoir pour tous » et APADEH.		
Activité 1.2	Sélection des ménages vulnérables bénéficiaires composés d'au moins 80% de femmes/filles cheffes de ménages et de ménages ayant à leur charge des personnes handicapées et/ou âgées	ONG locales « Espoir pour tous » et APADEH en collaboration avec les autorités locales (Mairies) et sous la supervision de FAO		
Activité 1.3	Préparation des spécifications techniques et achat des semences maraichères, sacs de culture, fumier compost, arrosoirs et réservoirs de collecte d'eau des pluies	FAO		

\* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

Activité 1.4	Formation et suivi-encadrement des bénéficiaires	ONG locales « Espoir pour tous » et APADEH sous la supervision de FAO
Activité 1.5	Distribution des semences maraichères, sacs de culture, fumier compost, arrosoirs et réservoirs de collecte d'eau des pluies	ONG locales « Espoir pour tous » et APADEH sous la supervision de FAO
Activité 1.6	Construction de clôture autour des parcelles de production de légumes pour éviter qu'elles soient ravagées par les chèvres en divagation	ONG locales « Espoir pour tous » et APADEH et bénéficiaires
Activité 1.7	Supervision et suivi-évaluation de l'impact de l'action (enquête PDM réalisé par les partenaires ONG)	ONG locales « Espoir pour tous » et APADEH sous la supervision de FAO

**Résultat 2** Les revenus de 1,000 ménages vulnérables (5 000 personnes) composés de femmes cheffes de ménages ou de ménages ayant à leur charge des personnes handicapées sont améliorés par l'élevage des poules pondeuses et la vente des œufs

**Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ?** Oui  Non

**Secteur / cluster** Sécurité alimentaire - Agriculture

Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 2.1	Nombre de ménages vulnérables qui reçoivent chacun neuf poules pondeuses, un coq et 50 kg d'aliments de poules	1 000 ménages (5,000 personnes)	1 000 ménages (5 359 personnes)	Rapports des ONG partenaires
Indicateur 2.2	Nombre de chefs de ménages formés et encadrés en élevage de poules pondeuses, commercialisation des œufs et éducation nutritionnelle	1 000 chefs de ménages	1 000 ménages (5 359 personnes)	Rapports des ONG partenaires
Indicateur 2.3	Revenu mensuel de chaque ménage bénéficiaire quatre mois après la réception des poules en USD : 180 œufs x 0.5 USD/œuf	USD 90 par mois	28 US\$ par mois (dès le 2 <sup>e</sup> mois, œuf vendu à 0,20 US\$ pièce)	Rapports des ONG partenaires

**Explication du résultat et de la variation de l'indicateur** Taille des ménages ciblés de 5,7 personnes/ ménages et non 5 par ménages comme estimé  
Livraison de 7 poules et non 9 poules par ménage due à la hausse du prix d'achat des poules pondeuses par le fournisseur local.  
Revenu de 28 US\$ en moyenne et non 90 US\$ du fait du nombre réduit de poules par ménage et de la baisse du prix de vente unitaire des œufs sur les marchés locaux (0,20 US\$ l'unité contre 0,50 US\$ estimés)

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 2.1	Sélection des femmes cheffes de ménages vulnérables et de ménages ayant à leur charge des personnes handicapées	ONG locales « Espoir pour tous » et APADEH en collaboration avec les autorités locales (Mairies) et sous la supervision de FAO
Activité 2.2	Elaboration des spécifications techniques et achat des poules, coq et aliments de poules	FAO

\* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

Activité 2.3	Formation et suivi-encadrement des bénéficiaires	ONG locales « Espoir pour tous » et APADEH sous la supervision de FAO
Activité 2.4	Construction d'un petit poulailler pour chaque bénéficiaire	ONG locales « Espoir pour tous » et APADEH sous la supervision de FAO
Activité 2.5	Distribution des poules, coq et aliments aux bénéficiaires	ONG locales « Espoir pour tous » et APADEH sous la supervision de FAO
Activité 2.6	Supervision et suivi-évaluation de l'impact de l'action (enquête PDM)	ONG locales « Espoir pour tous » et APADEH sous la supervision de FAO

**Résultat 3** 1,000 chefs de ménages vulnérables sans-emplois bénéficient des revenus issus des interventions d'argent contre travail (au moins 50% de femmes cheffes de ménages)

**Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ?** Oui  Non

**Secteur / cluster** Sécurité alimentaire - Agriculture

Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 3.1	Nombre de chefs de ménages bénéficiaires de l'argent contre travail (cash for work)	1 000 chefs de ménages	1 000 ménages (5 641 personnes)	Rapports des ONG partenaires
Indicateur 3.2	Revenu obtenu par chaque ménage bénéficiaire à la fin de 20 jours de travail en USD	200 USD par ménage	200 US\$ par ménage	Rapports des ONG partenaires
Indicateur 3.3	Montant total transféré aux bénéficiaires	200 000 USD	200 000 US\$	Rapports des ONG partenaires

**Explication du résultat et de la variation de l'indicateur** Il faut noter que l'activité de cash for work a été budgétisée, planifiée et payée en Gourdes, dans un contexte de forte dépréciation de la monnaie nationale. Entre novembre 2020 et novembre 2021, la Gourde a perdu 35% de sa valeur. Le montant à payer a dû être réévalué. Les ménages bénéficiaires de cette activité ont finalement reçu 18.000 Gourdes, ce qui représentait 200 USD, selon le taux de change moyen de juin 2021, au moment de la préparation du contrat avec le partenaire financier

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 3.1	Identification des travaux communautaires prioritaires (assainissement par la collecte des déchets, réhabilitation des pistes) et des hommes/jours :	ONG locales « Espoir pour tous » et APADEH en collaboration avec les autorités locales (Mairies) et sous la supervision de FAO
Activité 3.2	Sélection des chefs de ménages bénéficiaires (50% femmes/filles cheffes de ménages)	ONG locales « Espoir pour tous » et APADEH en collaboration avec les autorités locales (Mairies) et sous la supervision de FAO
Activité 3.3	Sélection d'une Institution de Microfinance (IMF) pour le paiement du Cash aux bénéficiaires	FAO

\* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.



Activité 3.4	Réalisation et Supervision des travaux d'assainissement du milieu	Main d'œuvre des bénéficiaires et appui technique des partenaires et de la FAO
Activité 3.5	Payement des bénéficiaires	Kotalam, caisse populaire
Activité 3.6	Supervision et suivi-évaluation de l'impact de l'action (enquête PDM)	ONG locales « Espoir pour tous » et APADDEH sous la supervision de FAO

## 7. Programmation efficace

### a. Redevabilité envers les personnes affectées (AAP)<sup>2</sup> :

Lors du choix des activités prioritaires de ce projet, OCHA et les agences des Nations Unies concernées avaient organisé des concertations avec des informateurs clés qui sont en contact régulier avec les Organisations Communautaires de Base (OCB) et les populations vulnérables des quartiers pauvres de Port au Prince pour l'analyse de la situation et des besoins prioritaires. Ensuite, OCHA et les agences des Nations Unies concernées ont réalisés une visite des autorités locales et des communautés bénéficiaires du quartier de Canaan pour échanger sur les contraintes et les besoins prioritaires des ménages vulnérables, y compris l'association des personnes handicapées. Cette visite a permis d'ajuster les interventions prévues dans ce projet, notamment la clôture des parcelles maraichères pour éviter qu'elles soient ravagées par les chèvres et la construction de petits poulaillers tout près des habitations des bénéficiaires pour éviter les vols des poules. Des informations sur l'objectif et les activités du projet ainsi que les bénéficiaires ciblés ont été communiquées aux autorités locales et aux OCB dès le début du projet.

### b. Mécanismes de retour d'information et de plainte d'APP :

La FAO et ses partenaires ont mis en place un mécanisme de plainte et de retour d'information en faveur des bénéficiaires du projet et a répondu aux plaintes reçues lors de visites sur le terrain. La FAO a informé les bénéficiaires de la confidentialité des informations reçues et de la manière de répondre aux plaintes. Au moment des distributions, la FAO et ses partenaires ont organisé des formations pour les ménages bénéficiaires sur les mécanismes de plainte contre les personnes présumées fautives. Des banniers d'affichage ont été utilisés comme outils pédagogiques sur lesquels étaient affichés les numéros de téléphone de la FAO et de la réceptionniste qui a été chargée de recevoir les plaintes des bénéficiaires.

Dans le cadre de l'enquête finale, tous les ménages enquêtés ont déclaré connaître les mécanismes de plainte existants et qu'ils peuvent les apporter aux comités de ciblage des bénéficiaires. Sur les 100 personnes enquêtées, plus de la moitié d'entre eux (52%) se disent « très satisfaits » du fonctionnement du mécanisme des plaintes, 36% « satisfaits » et 12% l'ont jugé « moyen ». Aucun d'entre eux l'ont jugé « non satisfaisant ».

### c. Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) :

Le personnel de la FAO en Haïti a été formé sur la Prévention de l'Exploitation et des Abus Sexuels (PEAS). Dès le début du projet, la FAO a organisé une formation PEAS du personnel de ses partenaires et des autorités locales. Avant le début de chaque activité, les bénéficiaires et les OCB ont été informés sur la PEAS, le mécanisme de réclamation et la confidentialité des informations reçues. Les numéros de téléphone du Point focal adjoint PEAS de la FAO et du Point focal PEAS du Bureau Intégré des Nations Unies leurs ont été communiqués.

### d. Focus sur les femmes, les filles et les minorités sexuelles et de genre, y compris la violence sexiste :

<sup>2</sup> Le AAP et le PSEA font partie intégrante des engagements de l'IASC et sont donc obligatoires pour la conformité de toutes les agences et partenaires des Nations Unies. Les agences n'ont pas nécessairement besoin de mettre en place de nouveaux mécanismes AAP et PSEA pour les projets CERF si des mécanismes fonctionnels sont déjà en place. Pour plus d'informations, veuillez référer [aux engagements de l'IASC AAP](#).

\* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

Les ménages dirigés par les femmes/filles ont été ciblés en priorité. La FAO a travaillé en collaboration avec UNFPA pour que les personnes affectées par la violence basée sur le genre bénéficient de cette intervention commune. Les activités prévues dans ce projet entrent dans le cadre de l'autonomisation des femmes à travers la diversification des sources de revenu et d'aliments.

Malgré que les ménages dirigés par les femmes/Filles étaient priorisés le nombre de femmes bénéficiaires est inférieur à ce qui était initialement prévu. Dans le cadre de ce projet se fut une approche transversale genre qui tient compte de l'intersectorialité qui a été utilisée afin de garantir la participation des hommes et des femmes. Il a fallu trouver des horaires de formation qui ne correspondent pas aux heures d'écoles parce que dans les zones urbaines ce sont majoritairement les femmes qui vont chercher leurs enfants à l'école ou encore garder une communication constante avec les ménages dirigés par les femmes/filles pour atteindre ce niveau de participation mais on reste conscient qu'il y a des efforts à faire afin de sensibiliser davantage les femmes et de suggérer des mesures spécifiques afin d'augmenter le niveau de participation de ces ménages

#### **e. Personnes handicapées (PwD) :**

Le projet ne s'est pas concentré spécifiquement sur les personnes handicapées, mais la planification du projet a été faite sur une base inclusive en donnant accès et opportunités aux personnes vulnérables telles que les personnes vivant avec un handicap. Le personnel de la FAO ainsi que les partenaires ont été sélectionnés sur une base de conduite éthique afin de réduire les risques et de fournir en toute sécurité et dans la dignité l'assistance nécessaire. Dans les protocoles d'accord avec les partenaires ils ont été tenu de prendre les dispositions nécessaires pour garantir la participation des personnes ciblées aux lieux appropriés ou autres.

Un critère transversal de vulnérabilité a été intégré aux critères de ciblage des bénéficiaires des interventions de la FAO pour que les ménages vulnérables ayant à leur charge une personne handicapée et / ou une personne âgée soient prioritaires. L'expérience de la FAO lors de l'exécution des projets précédents est qu'au moins 3% des ménages bénéficiaires ont à leur charge des personnes handicapées. Finalement plus de 10% des ménages avaient à leur charge des personnes handicapées.

#### **f. Protection :**

L'intégration des questions de protection dans la conception et la mise en œuvre des programmes d'urgence est vue comme une obligation pour la FAO. La protection humanitaire est une composante transversale de ce projet sur les deux niveaux stratégique et opérationnel. Les principes de protection humanitaire sont ainsi inhérents au mandat de la FAO.

L'intégration de la protection a commencé par une analyse de ceux qui, parmi les ménages vulnérables affectés par la crise socio-économique et l'insécurité, étaient le plus exposés à des risques accrus de négligence, de discrimination, d'abus, d'exploitation et de violation de leurs droits comme les femmes et les personnes vivant avec un handicap. Cette analyse, adaptée à ce contexte, a été effectuée via les lettres d'accord avec les ONG, durant l'échantillonnage afin de donner la priorité à ceux qui sont le plus dans le besoin et les plus menacés. La collecte de données et les évaluations participatives coordonnées avec les agences bénéficiaires de l'allocation CERF permettra de savoir quels facteurs atténuants spécifiques doivent être pris en compte. Elle est fondée sur la collecte de données, telles que des études documentaires, la collecte de données de référence existantes, des évaluations inter institutions ou des évaluations sectorielles particulières.

L'approche de la FAO dans le contexte de cette allocation CERF s'est centré sur le renforcement des capacités des partenaires ONG en particulier sur la Protection contre l'Exploitation et les Abus Sexuels.

#### **g. Éducation :**

Le projet n'a pas inclus de composante éducative de base, néanmoins, il a inclus des activités d'éducation nutritionnelle auprès des femmes enceintes et allaitantes pour une alimentation saine et appropriée dans le cadre de l'approche des 1 000 jours et de l'allaitement maternel exclusif des jeunes enfants en collaboration avec l'UNICEF.

### **8. Programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat**

#### **Utilisation de programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat :**

<b>Prévu</b>	<b>Atteint</b>	<b>Nombre total de personnes recevant l'assistance</b>
--------------	----------------	--

\* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

Oui, le PTM est un composant	Oui, le PTM est un composant	1 000 ménages (5 641 personnes)
------------------------------	------------------------------	---------------------------------

Si **non**, veuillez expliquer pourquoi les transferts monétaires / les bons d'achat n'ont pas été pris en compte. Lorsque cela est possible, cet programme doit être considéré comme une option de réponse par défaut, et les transferts monétaires à objectifs multiples (MPC) doivent être utilisés dans la mesure du possible.

Si **oui**, notez brièvement comment les transferts monétaires / les bons d'achat sont utilisés, en soulignant l'utilisation des transferts monétaires à objectifs multiples (MPC), et si des liens avec les systèmes de protection sociale existants ont été explorés.

Les transferts monétaires conditionnels sous forme d'argent contre travail sur la base de la rémunération journalière de travaux d'assainissement au taux de US\$10 par personne par jour travaillé durant 9 jours correspondant à la couverture du panier alimentaire mensuel d'un ménage de 5 personnes (US\$90) et 11 jours supplémentaires (US\$110) pour permettre de satisfaire les autres besoins non alimentaires de base. Les marchés de Port au Prince étant fonctionnels, cela a permis aux bénéficiaires de s'approvisionner librement en denrées alimentaires et non alimentaires. Le revenu par bénéficiaire a été de US\$200. Les ménages vulnérables dirigés par les femmes ainsi que ceux ayant à leur charge des personnes handicapées et/ou âgées ont été priorités lors du choix des bénéficiaires de cette activité.

Dans les quartiers de Taba Issa, Bas Delmas, et Canaan (Ona Ville, Jérusalem 3, Village Grace de Dieu, Canaan 3 et Corail), selon les rapports des partenaires locaux, ces activités de cash for work ont permis de réaliser les interventions suivantes :

- 230.000 m2 : restauration de la chaussée
- 168.500 m3 : réhabilitation/ curage des caniveaux
- 226.500 m2 : Remblais/ débroussaillage des abords de la chaussée

Ces travaux de voirie ont eu un grand impact sur la communauté en ce sens où elle a mis divers groupes de résidents autour d'un même objectif qui est celui de changer l'image des communautés et d'améliorer la condition de vie des familles.

#### Paramètres de modalité PMT / de bons d'achat :

Activité spécifique (y compris le # d'activité du cadre de résultats ci-dessus)	Nombre de personnes	Valeur du cash (US\$)	Secteur / cluster	Restriction
Travail contre argent (cash for work)	5 641 personnes	US\$ 200 000	Sécurité alimentaire - Agriculture (y compris l'élevage, la pêche et autres moyens d'existence agricoles)	Sans restriction

## 9. Visibilité des activités financées par le CERF

Titre	Lien web / source
La FAO a distribué 7 000 poules pondeuses et 500 coqs de race améliorée à 1 000 ménages vulnérables, répartis entre les quartiers de Bas Delmas, Canaan et certains déplacés habitant pour le moment dans la Vallée de Bourdon, qui étaient autrefois à Taba Issa (10/08/2021)	<a href="https://twitter.com/FAOHaiti/status/1425161692259004421">https://twitter.com/FAOHaiti/status/1425161692259004421</a>

\* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

La FAO poursuit son appui aux efforts du Gouvernement d'Haiti à restaurer et améliorer les moyens d'existence des populations affectées par des catastrophes naturelles et/ou des crises socioéconomiques. (07/06/2021)

<https://twitter.com/FAOHaiti/status/1402057475336069126>

---

[À remplir]

[À remplir]

## 3.2 Rapport du projet 20-UF-IOM-030

1. Information sur le projet			
Agence :	IOM	Pays :	Haïti
Secteur / cluster :	Protection	Code du projet :	20-UF-IOM-030
Titre du projet :	Assistance critique de protection dans les quartiers les plus vulnérables touchés par la violence croissante à Port-au-Prince, Haïti		
Date de début :	25/11/2020	Date de fin :	24/11/2021
Révisions :	Extension sans cout <input type="checkbox"/>	Redéploiement des fonds <input type="checkbox"/>	Reprogrammation <input type="checkbox"/>
Financement	<b>Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :</b>		<b>US\$ 4 500 000</b>
	<b>Financement total reçu pour la réponse sectorielle de l'agence à l'urgence en cours :</b>		<b>US\$ 1 150 000</b>
	<b>Montant reçu du CERF :</b>		<b>US\$ 1 150 000</b>
	<b>Total des sous-subsventions du CERF transférées aux partenaires de mise en œuvre :</b>		<b>US\$ 110 0000</b>
	Partenaires gouvernementaux		US\$ 0
	Partenaires ONG internationale		US\$ 0
Partenaires ONG nationale		US\$ 110,000	
Croix Rouge / Croissant Rouge		US\$ 0	

## 2. Résumé des résultats obtenus

Grâce à cette subvention UFE du CERF, l'OIM et ses partenaires ont fourni une assistance à un total de **9 538 personnes**, parmi lesquelles **9 502 personnes vulnérables** provenant des quartiers de Tabarre Issa, Bas Delmas, Bel-Air et Canaan en proie à la violence, qui ont bénéficié d'une assistance humanitaire, une protection intégrée et/ou ont été touchées par des activités de sensibilisation ; ainsi que **36 enfants nés d'exploitation et d'abus sexuels**.

Ce nombre inclut 800 familles déplacées en raison de la violence des gangs armés (1 222 individus) qui ont bénéficié du programme de relocalisation vers des quartiers plus sûrs. Au total, 805 bénéficiaires ont obtenu des documents d'identité afin de pouvoir accéder à des services essentiels ; tandis que 530 personnes déplacées internes (PDI) ont reçu une assistance médicale adaptée à leurs besoins ; et 212 personnes ont reçu des matériels médicaux adaptés à leur handicap. De plus, 475 ménages ont participé à des formations courtes afin de les aider à développer une activité génératrice de revenus, et ainsi faciliter leur réinsertion socio-économique.

De plus, les campagnes de sensibilisation ont pu toucher des publics variés, incluant à la fois les personnes déplacées du fait des violences des gangs, mais également des membres des communautés locales à travers des sessions d'information dans les églises, les marchés et les écoles de Canaan. De même, la pluralité des thématiques abordées a permis de sensibiliser à la fois sur la COVID-19 et les mesures d'hygiène, mais aussi sur l'importance de la documentation, l'inclusion des personnes en situation de handicap et enfin la promotion de la ligne 840 de l'OIM en tant que mécanisme clé de feedback et de redevabilité.

Enfin, le projet a permis d'aider les mères de 36 enfants vulnérables nés d'exploitation et d'abus sexuels afin qu'elles puissent répondre à leurs besoins essentiels.

\* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

Ces activités se sont déroulées entre le 25 novembre 2020 et le 24 novembre 2021, dans un climat sécuritaire en constante dégradation face à l'augmentation de la violence des gangs armés dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, ce qui a d'autant plus confirmé la pertinence de ce projet.

### 3. Modifications

Au cours de la mise en œuvre du projet, Haïti a connu une détérioration profonde et inquiétante du contexte socio-économique, politique et sécuritaire. Le climat général d'insécurité, et en particulier les activités des groupes armés dans les zones urbaines et périurbaines de Port-au-Prince, ont contraint **des milliers de personnes à se déplacer à l'intérieur du pays**. En juin 2021, l'escalade de la violence dans les quartiers de Bas-Delmas, Martissant et Cité-Soleil a généré de nouveaux déplacements, notamment parmi les résidents du « Camp Lapiste » qui existait depuis le séisme de 2010, et où vivaient des centaines de personnes handicapées. Les personnes déplacées de Bas-Delmas ont continué à être ciblées comme bénéficiaires du projet tel que prévu, bien qu'elles se soient réfugiées dans d'autres sites (appelés « Delmas 5 » et « Delmas 103 »).

Ajoutant à cette situation d'instabilité, le 7 juillet le **Président Jovenel Moïse a été assassiné** dans sa propre maison. De plus, un **séisme de magnitude 7,2** a touché plus de 800 000 personnes le 14 août 2021 et fortement exacerbé les besoins humanitaires, en particulier dans le sud du pays. Enfin, en octobre 2021 les **grèves et les barrages routiers** organisés par les syndicats et la population pour protester contre l'insécurité croissante, ainsi que le contrôle par les gangs des routes menant aux terminaux pétroliers de Port-au-Prince, ont entravé les distributions de carburant et eu un impact sur opérations humanitaires. La pénurie de carburant a ralenti les activités de relocalisation, puisqu'un nombre limité de véhicules a pu être déployé sur le terrain pour les visites et validations des maisons.

Les activités du projet n'ont pas été modifiées ; cependant, en raison du manque de structure pour accueillir - et encore moins pour protéger - les **personnes déplacées de Bel-Air depuis Août 2020**, il a été demandé à tous les acteurs humanitaires de contribuer à la fermeture urgente de ces sites et au relogement des personnes ayant besoin d'assistance dans une zone plus sûre. Ainsi, en coordination avec OCHA, l'OIM a intégré une partie des ménages déplacés suite aux attaques de Bel-Air parmi les bénéficiaires du présent projet.

\* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

#### 4. Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF au niveau du projet \*

Secteur / cluster	Protection									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	2 987	2 733	2 240	2 040	10 000	2 352	3 377	2 350	1 423	9 502
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0	0	0	19	17	36
<b>Total</b>	<b>2 987</b>	<b>2 733</b>	<b>2 240</b>	<b>2 040</b>	<b>10 000</b>	<b>2 352</b>	<b>3 377</b>	<b>2 369</b>	<b>1 440</b>	<b>9 538</b>
<b>Personnes handicapées (PwD) sur le total</b>										
	170	120	150	110	550	109	143	211	142	605

\* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

## 5. Personnes indirectement ciblées par le projet

Des campagnes de sensibilisation sur la promotion de la ligne 840 de l'OIM, les gestes barrières contre la COVID-19 et les principes d'hygiène, l'importance de la documentation, ainsi que la lutte contre la stigmatisation des personnes handicapées, ont été réalisées par l'**Organisation des Visionnaires pour le Développement de la Commune de Ganthier (OVIDECOG)** dans la zone de **Canaan**, entre le 1<sup>er</sup> mai et le 30 juin 2021. Les activités de sensibilisation ont inclus des visites porte-à-porte auprès de 3 450 familles (soit une estimation de 17 250 personnes, si l'on prend en compte la moyenne de 5 personnes par ménage en Haïti), des sound trucks et diffusions de spots radio, ainsi que des campagnes de sensibilisation dans les marchés publics. Ces campagnes de sensibilisation ont permis d'atteindre indirectement environ 200,000 personnes habitant dans la commune de Canaan, notamment via des spots radios et sound trucks.

## 6. Cadre de résultats du projet CERF

<b>Objectif du projet</b>	Fournir une assistance vitale dans les quartiers les plus vulnérables touchés par la violence croissante à Port-au-Prince, Haïti			
<b>Résultat 1</b>	Les familles les plus vulnérables souhaitant sortir des quartiers ciblés reçoivent une assistance à la relocalisation vers de quartiers plus surs.			
<b>Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ?</b> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>				
<b>Secteur / cluster</b>	Protection			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Valeur cible</b>	<b>Valeur atteinte</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 1.1	Nombre de familles bénéficiaires enregistrés et validés par la Mairie ayant reçu une assistance au loyer	800	800	Bases de données de l'OIM ; Contrats de bail signés
Indicateur 1.2	Nombre de familles participant à la formation de courte durée (2 jours)	500	475	Rapports de la Fondation J'Aime Haïti ; Listes de participants ; Photos
Indicateur 1.3	Montant total, en USD, de cash transféré à 800 familles pour une assistance de protection (relocalisation et registration d'actes de naissance)	560 000	560 000	Rapport financier ; Preuves de virement aux propriétaires
<b>Explication du résultat et de la variation de l'indicateur</b>	Concernant l'activité de relocalisation, après des échanges avec OCHA et les partenaires du projet CERF, il a été décidé d'inclure parmi la population ciblée les <b>personnes déplacées du quartier de Bel-Air</b> suite aux attaques de gangs armés en août 2020. En effet, l'urgence de fermer ces sites a conduit l'OIM à prioriser la relocalisation des familles qui s'y trouvaient. Les déplacés de Bel-Air étaient regroupés dans quatre sites : Parc Celtic (le plus grand), Lakou Mouzen, Fort National et Poste Marchand. Pour procéder à l'assistance des personnes déplacées, et en raison de l'insécurité dans la zone de Bel-Air, l'OIM a pris contact avec les personnes déplacées pour leur donner rendez-vous par petits groupes dans un local mis à disposition par la Mairie de Port-au-Prince, réhabilité et aménagé par l'OIM grâce au financement CERF (notamment la mise à disposition d'un générateur et l'installation d'une tente à l'extérieur). Ainsi, en parallèle de l'avancement de leur processus de relocalisation, les <b>52 familles du site de Fort National</b> , <b>37 familles de Post Marchand</b> et <b>31 familles de Lakou Mouzen</b> ont pu recevoir des services médicaux et un soutien psychosocial.			



Aussi, suite à l'enregistrement des personnes déplacées se trouvant dans le site de **Tabarre Issa** en mars 2021, l'OIM et la Direction Générale de la Protection Civile (DGPC) ont mené un enregistrement dans le site de « **Camp La Piste** » à Bas Delmas en début juin. Cependant, peu de temps après le site a été attaqué par des groupes armés, entraînant les personnes qui y vivaient à trouver refuge dans deux sites de fortune : l'école communale de **Delmas 103**, où plusieurs familles incluant des personnes handicapées ont été hébergées dans des conditions difficiles, et l'église Saint Yves, à **Delmas 5**. La DGPC et l'OIM ont dû mener de nouveaux enregistrements le 18 juin dans les deux sites. Le processus de relocalisation a démarré peu de temps après, avec une première phase de sensibilisation, suivie de l'inscription des familles pour confirmer leur volonté à bénéficier du programme de « cash pour loyer ». Les familles ont procédé à la recherche de leur maison : si la maison était validée, le bénéficiaire et le propriétaire signaient un contrat, sinon le bénéficiaire était renvoyé pour identifier une autre maison. Une fois la maison approuvée selon les lignes directrices de l'Unité de Construction de Logements et de Bâtiments Publics (UCLBP), le contrat de bail peut être signé entre le chef du ménage et le propriétaire du logement, et l'OIM procède au paiement du loyer.

Au total, **800 familles**, représentant 1 222 personnes déplacées internes (324 hommes, 459 femmes, 203 garçons et 236 filles), ont été assistées pour leur relocalisation dans les quartiers plus sûrs. Parmi ces familles, **190 proviennent de Tabarre Issa et 490 de Bas Delmas**, en plus des **120 familles de Bel-Air** relocalisées depuis les sites de Fort National, Poste Marchand et Lakou Mouzen.

Pour permettre aux familles relocalisées de pouvoir subvenir à leurs besoins, et pour faciliter leur réinsertion socio-économique, des formations de deux jours ont été organisées au profit de **475 ménages**, ciblant les plus vulnérables, notamment celles incluant des personnes en situation de handicap, les femmes enceintes et allaitantes, et les familles monoparentales dirigées par une femme. Ces formations visaient à transmettre les notions essentielles pour la création et mise en œuvre d'une activité génératrice de revenus (AGR), et incluaient des exercices pratiques à réaliser en groupes. Elles ont été dispensées par la Fondation J'Aime Haïti, au local mis à disposition par le Conseil d'Administration de la Section Communale (CASEC) à Canapé-Vert. Un service d'interprétariat en langue des signes était disponible pour les personnes sourdes-muettes. La différence entre le nombre de ménages atteints (475) et la cible des 500 ménages visés provient du fait que 28 ménages sélectionnés ont finalement été absents lors de formations.

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 1.1	Enregistrement et validation des bénéficiaires vivant dans les zones ciblées	Enregistrement réalisé par l'OIM et la DGPC ; validation par la Mairie dans chacune des zones ciblées (Mairie de Pétiion-Ville pour Tabarre Issa et Delmas 103 ; Mairie de Port-au-Prince pour les familles de Bel-Air ; Marie de Delmas pour les familles de Bas-Delmas).
Activité 1.2	Provision et suivi de l'assistance en cash au relogement en accord avec le Manuel pour l'implémentation d'activités de relocalisation (OIM/UCLBP/DPC).	OIM en suivant les lignes directrices pour la mise en œuvre des activités de relocalisation (OIM/UCLBP/DGPC).
Activité 1.3	Formation de courte durée sur les AGR et sur la santé (2 jours) : Renforcement des capacités des ménages au niveau de la gestion financière ciblant les femmes	Fondation J'Aime Haïti

	chefes de ménage incluant celles ayant un membre de la famille à mobilité réduite.	
--	--	--

**Résultat 2** Les individus vulnérables sans documentation sont assistés pour l'obtention d'extrait d'archive ou d'acte de naissance.

**Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ?** Oui  Non

<b>Secteur / cluster</b>	Protection
--------------------------	------------

Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 2.1	Nombre de cas de documentation accompagnés	800	805	Listes des bénéficiaires ; Copie des documents ; Rapport final de ICDH.
Indicateur 2.2	Nombre de quartiers vulnérables ou la campagne de sensibilisation est implémentée	3 (Taba Issa, Bas Delmas, Canaan)	3	Rapport final de OVIDECOG (Canaan) ; rapports d'activités de ICDH (Bas Delmas, Tabarre Issa) ; Photos.

**Explication du résultat et de la variation de l'indicateur**

L'assistance à l'obtention des documents d'identité a été fournie par le partenaire de l'OIM intitulé Initiative Citoyenne pour les Droits de l'Homme (ICDH). Etant donné que les personnes déplacées vivant à Canaan n'étaient pas éligibles au programme de relocalisation, l'OIM a décidé de les prioriser pour l'aide à la documentation. Ainsi, ICDH a commencé les entretiens avec 500 bénéficiaires à Canaan, afin de collecter toutes les données nécessaires à l'obtention d'extraits d'archives et certificats de naissance. Cette activité, ainsi que la remise des documents une fois prêts, se sont déroulées dans le Centre de Ressources Communautaires (CRC) de Canaan. Ensuite, des personnes déplacées des sites de Tabarre Issa et Bas Delmas ont été ciblées et bénéficié du même processus, pour atteindre un total de **805 bénéficiaires**, parmi lesquels 258 hommes, 352 femmes, 106 garçons et 89 filles. La cible a ainsi été légèrement dépassée.

Durant les activités d'enregistrement et de remise des documents, les bénéficiaires et membres des communautés ont pu être **sensibilisés sur l'importance de la documentation** par les équipes de ICDH, de l'OIM et de la Fondation J'Aime Haïti, dans les trois zones ciblées par le projet (Bas Delmas, Tabarre Issa et Canaan). Cette sensibilisation a touché à la fois les personnes déplacées internes et les membres de la communauté locale.

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 2.1	Suivi et accompagnement des cas vulnérables pour l'obtention d'extrait d'archive/acte de naissance.	ICDH
Activité 2.2	Campagne de sensibilisation sur l'importance de la documentation	ICDH et la Fondation J'Aime Haïti

**Résultat 3** Des kits de dignité sont distribués parmi la population cible

**Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ?** Oui  Non

<b>Secteur / cluster</b>	Protection
--------------------------	------------

Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 3.1	Nombre de kits de dignité distribués (désagrégé par âge, sexe et type de vulnérabilité, incluant type d'handicap le cas échéant).	3,000	3 002 (711 hommes, 915 femmes, 584 garçons et 792 filles – 212 personnes en situation de handicap)	Documents administratifs et logistiques ; Facture du fournisseur ; Photos des distributions.
Indicateur 3.2	Nombre de campagnes de sensibilisation pour la promotion de la ligne 840, les gestes barrières pour le COVID et les principes d'hygiène.	2	2	Organisation des Visionnaires pour le Développement de la Commune de Ganthier (OVIDECOG) pour la zone de Canaan ; et l'OIM à Tabarre Issa

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur	
	<p>L'OIM a procédé à l'achat et la composition de <b>3 002 kits</b>. Une première partie de kits a été distribuée le 10 avril 2021 en faveur des ménages déplacés suite à l'attaque du site de Tabarre Issa, qui étaient rassemblés dans deux endroits (à Tabarre et à Pétion-Ville) pour recevoir leurs articles. L'OIM a distribué 431 kits d'hygiène aux personnes déplacées, avec l'aide de la DGPC. Ensuite, des distributions de kits ont été réalisées dans les sites de Delmas 5 et Delmas 103, conjointement par l'OIM, la Fondation J'Aime Haïti et les agents de la DGPC. Enfin, des kits ont été remis aux personnes en situation de handicap lors de la remise des matériels médicaux adaptés.</p> <p>Les campagnes de sensibilisation sur la promotion de la ligne 840 de l'OIM, les gestes barrières contre la COVID-19 et les principes d'hygiène, l'importance de la documentation, ainsi que la lutte contre la stigmatisation des personnes handicapées, ont été réalisées par <b>l'Organisation des Visionnaires pour le Développement de la Commune de Ganthier (OVIDECOG)</b> dans la zone de <b>Canaan</b>, entre le 1<sup>er</sup> mai et le 30 juin 2021. Les activités de sensibilisation incluaient des visites porte-à-porte auprès de 3 450 familles (soit une estimation de 17 250 personnes, si l'on prend en compte la moyenne de 5 personnes par ménage en Haïti) ; des sound trucks et diffusions de spots radio dans les blocs 3 et 4 de Canaan ; des séances de sensibilisation dans 5 églises touchant un total de 1 150 personnes (730 hommes et 420 femmes) ; des campagnes de sensibilisation dans les marchés publics ; et des séances d'information dans 7 établissements scolaires de Canaan auprès de 3 180 élèves (1 134 garçons et 2 046 filles). Des équipements de protection contre la COVID (masques, gels hydroalcooliques) ont également été distribués pendant ces sensibilisations. Au total, ces campagnes ont permis de sensibiliser 4 330 personnes dans les églises et écoles, et une estimation de 17 250 personnes à travers les visites à domicile, soit <b>21 580 personnes</b>.</p> <p>De plus, les personnes déplacées de <b>Tabarre Issa</b> ont également été sensibilisées sur ces mêmes thématiques, en particulier sur la ligne 840, lors de la distribution des kits d'hygiène et lors d'appels de suivi réalisés par téléphone par l'équipe Protection de l'OIM.</p>

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 3.1	Achat et stockage des kits de dignité, pour la population cible.	OIM
Activité 3.2	Etablir un plan de distribution de kits de dignité dans les quartiers cibles	OIM, DGPC et la Fondation J'Aime Haïti
Activité 3.3	Distribution de kits de dignité dans les quartiers cibles et implémentation d'une campagne de sensibilisation pour	OIM, DGPC, Fondation J'Aime Haïti et OVIDECOG

	la promotion de la ligne 840, les gestes barrières COVID-19 et les principes d'hygiène.	
Activité 3.4	Campagne de sensibilisation sur la COVID-19	OVIDECOG et OIM

**Résultat 4** Une assistance médicale intégrée est fournie à la population ciblée et le service de redevabilité et référencement est en place à travers la ligne 840

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui  Non

Secteur / cluster	Protection			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 4.1	Nombre de personnes à mobilité réduite bénéficiant de matériaux adaptés (béquilles, chaises roulantes, etc.)	200	212	Liste des bénéficiaires ; Rapport de J'Aime Haïti ; Documents administratifs et logistiques ; Factures des fournisseurs ; Photos
Indicateur 4.2	Nombre de bénéficiaires ayant reçu un screening médical, des soins de santé basique ainsi qu'une assurance sanitaire (soins de laboratoires, médicaments, petite chirurgie, etc.)	500	530	Liste des bénéficiaires ; Fiches de consultations médicales et de soin ; Factures pour l'achat des médicaments ; Photos.
Indicateur 4.3	Nombre de référencement aux services spécialisés réalisés à travers la ligne 840 (numéro gratuit qui fournit des services spécialisés aux appelants, incluant un appui psychosocial et la facilitation de leur référencement vers les structures appropriées, et sert également de mécanisme de redevabilité). Garantir une assistance permanente d'appui psychosocial et référencement à travers la ligne 840	25	176	Matrice de suivi des appels reçus via la ligne 840 ; Courriels de référencement aux partenaires (notamment UNFPA).

**Explication du résultat et de la variation de l'indicateur**

Lors des enregistrements des personnes déplacées internes, l'équipe de la Matrice de Suivi des Déplacement (*Displacement Tracking Matrix*, DTM) de l'OIM a collecté les données permettant de pré-identifier les personnes en situation de handicap. Ces informations ont ensuite été complétées lors des consultations médicales réalisées par les deux personnels médicaux recrutés par l'OIM pour le projet, et grâce au partenariat avec la Fondation J'Aime Haïti, qui elle-même a travaillé en étroite collaboration avec le Bureau du Secrétaire d'Etat pour l'Inclusion des Personnes Handicapées (BSEIPH). Des visites conjointes de l'OIM et du BSEIPH ont notamment été menées dans les sites de déplacés tels que Delmas 103 et Bas Delmas.

Ainsi, **212 personnes en situation de handicap** ont été identifiées et ont pu recevoir des matériels adaptés à leur handicap, parmi lesquelles 143 hommes, 61 femmes, 7 garçons et 1 fille. Parmi ces 212 bénéficiaires on en compte 71 ayant une déficience physique ou un handicap moteur ; 57 présentant un handicap visuel ; 26 ayant des troubles auditifs ; 18 souffrant d'une déformation physique ; 38 unijambistes ; et 3 paraplégiques. Des matériels

médicaux adaptés ont été achetés par l'OIM et remis aux bénéficiaires avec l'aide de la Fondation J'Aime Haïti. Ces matériels incluaient 98 cannes, 43 fauteuils roulants, 50 paires de béquilles, 2 déambulateurs, et 8 prothèses pour le pied.

Aussi, des consultations ont été facilitées pour les personnes sourdes-muettes : **26 personnes ont été consultées par un spécialiste Oto-rhino-laryngologie (ORL)** à la Clinique Bougainvillier de Pétion-Ville, afin de diagnostiquer le type d'examen requis ou d'appareil adapté à leur handicap auditif (15 hommes et 11 femmes). Cet examen a permis de conclure que 23 nécessitaient un examen audiogramme/tympanogramme, et 3 ne pourraient malheureusement pas recouvrer l'audition, même partiellement. Pour ces consultations, l'OIM a engagé et rémunéré l'un des déplacé interne connaissant la langue des signes pour qu'il puisse faire la traduction.

De plus, l'OIM a facilité des consultations avec des spécialistes pour les personnes malvoyantes : ainsi, **3 ont pu bénéficier d'une consultation avec un ophtalmologue** (1 homme aveugle et ses 2 enfants, qui montraient des signes de perte de vue).

Enfin, **3 femmes présentant un handicap mental** ont été référées à un psychologue. En conclusion, l'OIM a été en mesure d'assister plus de bénéficiaires que prévu (212 comparé aux 200 personnes ciblées), notamment grâce au fait d'avoir regroupé les achats auprès d'un même fournisseur.

Concernant le screening médical, la médecin de l'OIM a pu réaliser des **consultations médicales pour 530 personnes**, incluant 246 femmes, 123 hommes, 81 garçons et 80 filles. Les patients étaient âgés et 1 mois à 84 ans, et venaient des sites de déplacés de Bel-Air (Lakou Mouzen, Poste Marchand, Fort National), Delmas 5 et Delmas 103. La médecin a pu prodiguer des médicaments et soins primaires, et identifier les éventuels besoins de suivi avec des spécialistes. Des rapports ont été réalisés pour détailler certains cas particulièrement graves, notamment une femme provenant du site de Poste Marchand, blessée par balle le 17 juin 2021.

Pour permettre aux personnes ayant des besoins médicaux spécifiques d'obtenir des soins adaptés à leurs besoins, l'OIM a également sélectionné **217 personnes** (parmi celles consultées par le personnel médical de l'OIM) **pour recevoir une assurance médicale**, auprès de l'organisme de santé « Développement des Activités de Santé en Haïti » (DASH). Les critères pour la sélection des bénéficiaires étaient les suivantes : personnes en situation de handicap nécessitant des soins ou services de réadaptation, femmes enceintes et allaitantes, personnes âgées, et les personnes ayant des besoins médicaux spécifiques (exemples : dermatose, hypertension, infection génito-urinaire ...). Cette assurance médicale permet à la personne détentrice de pouvoir se rendre au centre DASH le plus proche pour recevoir les soins gratuitement, de manière autonome.

Enfin, au cours de la période de mise en œuvre du projet, soit entre le 25 novembre 2020 et le 24 novembre 2021, **387 appels ont été reçus** de la part de personnes déplacées internes sur la ligne 840 de l'OIM (221 femmes, 164 hommes et 2 filles). Parmi ces personnes, on compte 44 personnes ayant des besoins médicaux spécifiques ; 24 femmes enceintes et allaitantes ; 15 personnes en situation de handicap et 12 personnes âgées. Les principales raisons d'appeler étaient la demande d'information sur le processus de relocalisation (151 appels), diverses demandes d'assistance (115) et la

	sollicitation d'un appui psychosocial (23). L'OIM a effectué <b>176 référencement</b> pour permettre aux appelants de recevoir des services adaptés en fonction de leurs besoins spécifiques. De plus, dans les sites de déplacés, les assistants protection et psychologues de l'OIM ont identifié des femmes enceintes et allaitantes ainsi que des personnes survivantes de violence basée sur le genre, qui ont été référées à l'UNFPA ; ainsi que des enfants ayant besoin d'une protection, qui ont été référés à l'UNICEF.	
Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 4.1	Effectuer un screening médical des populations cibles et provision de soins de santé	OIM
Activité 4.2	Après une analyse des besoins cas-par-cas, achat et distribution de matériaux médicaux fournis aux bénéficiaires à mobilité réduite	OIM, DGPC et Fondation J'Aime Haïti
Activité 4.3	Rendre disponible la ligne gratuite 840 pour fournir un appui psychosocial à distance aux bénéficiaires et référer les cas plus vulnérables vers des services disponibles. Les cas suspects de violence basée sur le genre (VBG) seront référés au UNFPA pour leur suivi.	OIM

**Résultat 5** Une assistance intégrée pour assurer l'accès continu à l'éducation, à la nutrition et aux services d'assistance médicale de base est fourni à 34 enfants nés d'exploitation et d'abus sexuels commis par le personnel des Nations Unies en Haïti

**Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ?** Oui  Non

**Secteur / cluster** Protection

Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 5.1	Nombre d'enfants nés d'exploitation et d'abus sexuels commis par le personnel des Nations Unies en Haïti ayant reçu une assistance pour le paiement des frais de scolarité, l'uniforme, fournitures et matériel/activités connexes pendant une année scolaire, ainsi que pour l'achat de « lunch-box » et kit alimentaire et pour le paiement des soins de santé de base	34	36	Correspondances avec le BINUH ; Liste des bénéficiaires partagées par le BINUH ; Documents d'identité des mères
Indicateur 5.2	Montant total, en USD, de cash transféré à 34 enfants victimes de SEA pour une année de soutien scolaire (écolages, uniformes et boîte de nourriture)	27,200	27,200	Contrats d'engagement entre la bénéficiaire et l'OIM ; Copie des chèques.

**Explication du résultat et de la variation de l'indicateur** L'OIM, en collaboration avec le Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), et plus spécifiquement avec la « Senior Victims' Rights' Officer », a pu identifier plus de femmes survivantes d'abus sexuels et d'exploitation commis par le personnel des Nations Unies en Haïti. Au total, **36 enfants** (19 filles et 17 garçons) nés de 30 femmes ont bénéficié d'une assistance monétaire permettant de couvrir les frais liés à la scolarité, l'alimentation et les soins de santé de base de ces enfants.

		De plus, les <b>psychologues de l'OIM</b> ont fourni un appui aux mères des enfants pendant le processus, en particulier pendant les entretiens virtuels facilités par le BINUH durant lesquels les enfants ont pu rencontrer pour la première fois leur père.
Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 5.1	Fournir une assistance pour le paiement des frais de scolarité, l'uniforme, fournitures et le matériel connexe, boîtes à lunch pour une année scolaire et l'achat d'un kit alimentaire et soins de santé de base à 34 enfants cibles, entre 3 et 15 ans (moyenne d'âge 9 ans).	Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH)
Activité 5.2	Séances d'appui psychosocial pour les mères victimes de SEA commis par le personnel des Nations unies renforcé à travers la ligne 840.	OIM

## 7. Programmation efficace

### a. Redevabilité envers les personnes affectées (AAP)<sup>3</sup> :

Les bénéficiaires du projet ont été consultés à toutes les étapes de la mise en œuvre du projet. Dès leur enregistrement par l'équipe DTM et la DGPC, les personnes déplacées internes (PDI) ont été invitées à **exprimer leurs besoins prioritaires** et à les classer par ordre d'importance. À tout moment, les bénéficiaires ont eu la possibilité de contacter l'OIM par le biais de sa **ligne d'assistance téléphonique 840**, qui est un numéro gratuit et confidentiel pour demander de l'aide ou des informations, déposer une plainte ou partager des feedbacks. Dans les sites de déplacés, l'OIM avait une **présence physique** par le biais d'assistants de protection et psychologues, disponibles pour recevoir des plaintes et feedbacks. Enfin, des **visites de suivi** ont été réalisées afin de s'assurer que les personnes relocalisées étaient satisfaites de leur nouvelle maison et de recueillir leur feedback sur les services fournis par l'OIM et ses partenaires.

### b. Mécanismes de retour d'information et de plainte d'APP :

Considérant le fait que les bénéficiaires étaient dispersés dans différentes localités ciblées par le projet, la **ligne d'assistance téléphonique de l'OIM**, appelée ligne 840, a représenté le mécanisme le plus efficace et accessible pour les retours d'informations et plaintes. La promotion de la ligne 840 dans tous les sites ciblés a permis de recevoir 387 appels des IDPs. Des psychologues formés et expérimentés ont répondu aux appels et enregistré les requêtes, plaintes et feedbacks dans une matrice de suivi dont l'accès est protégé. Un suivi a été réalisé notamment grâce à un code de priorisation selon l'urgence. Aussi, dans le cadre de la relocalisation une « **liste des doléances** » a été établie pour permettre aux PDI n'ayant pas été présents lors de l'enregistrement de justifier leur absence, et ainsi être intégrés dans le programme de relocalisation. L'OIM a fait le suivi de ces doléances en coordination avec la DGPC.

### c. Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) :

A travers la ligne 840, l'OIM possède déjà un mécanisme de traitement des plaintes liées à l'exploitation et aux abus sexuels. Le personnel répondant aux appels est composé de travailleurs sociaux, experts en protection et psychologues, ayant suivi des formations sur la traite des plaintes et la Prévention des Abus et de l'Exploitation Sexuelle (PSEA). En cas de connaissance d'un abus, les opérateurs rapportent immédiatement l'information au point focal PSEA de l'OIM qui prépare un rapport d'accident et l'envoi au Chef de Mission pour suivi au bureau d'éthique et conduite (*Ethics and Conduct Office*) pour

<sup>3</sup> Le AAP et le PSEA font partie intégrante des engagements de l'IASC et sont donc obligatoires pour la conformité de toutes les agences et partenaires des Nations Unies. Les agences n'ont pas nécessairement besoin de mettre en place de nouveaux mécanismes AAP et PSEA pour les projets CERF si des mécanismes fonctionnels sont déjà en place. Pour plus d'informations, veuillez référer [aux engagements de l'IASC AAP](#).

réaliser une enquête et interpellier les prétendus fautifs. Le déclenchement de l'alerte est fait dans les 48 heures, cependant la victime est immédiatement assistée. De plus, l'OIM a réalisé des sessions de sensibilisation sur la PSEA dans les sites de déplacés ; et coordonné la distribution de matériels de sensibilisation avec la Coordinatrice PSEA inter-agences.

#### **d. Focus sur les femmes, les filles et les minorités sexuelles et de genre, y compris la violence sexiste :**

Le projet a contribué à l'égalité des sexes et la prise en compte de la dimension genre dans toutes les activités. Ainsi, l'OIM a priorisé les ménages monoparentaux dirigés par des femmes pour bénéficier des formations courtes sur la création d'activités génératrices de revenus. Les assistants de protection et psychologues de l'OIM déployés dans les sites de déplacés ont identifié des femmes et filles survivantes de violence basée sur le genre (VBG) qu'ils ont référées à l'UNFPA pour obtenir des suivis, et bénéficier des services de partenaires tels que les « Espaces Sûrs » mis en place par l'ONG Médecins du Monde Suisse. De même, l'OIM a signalé à l'UNFPA les femmes enceintes et allaitantes identifiées dans les sites, et les a priorisées pour le processus de relocalisation afin qu'elles puissent être rapidement relogées dans de meilleures conditions.

#### **e. Personnes handicapées (PwD) :**

Le projet a mis l'accent sur la protection et l'inclusion des personnes en situation de handicap de plusieurs manières. Pour commencer, les consultations médicales ont permis d'identifier les besoins spécifiques de 212 personnes en situation de handicap. Des consultations avec des experts (ophtalmologues, ORL) ont été organisées pour les personnes ayant des handicap auditifs et visuels, tandis que celles ayant un handicap physique ont pu bénéficier de matériels médicaux adaptés. Les personnes en situation de handicap ont également été priorisées pour les formations sur la création d'AGR. Pour la visite de maisons dans le cadre du processus de relocalisation, leur installation et le transport de leurs effets personnels, certaines personnes handicapées ont été accompagnées par des assistants de protection. Enfin, les messages de non-stigmatisation des personnes en situation de handicap, et de promotion de leur inclusion, ont été diffusés lors des campagnes de sensibilisation.

#### **f. Protection :**

Grâce à ses assistants de protection et psychologues déployés directement dans les sites de déplacés, l'OIM a pu identifier les vulnérabilités spécifiques des IDPs. C'est ainsi que les mineurs non accompagnés et séparés ont pu être référés à l'UNICEF ; les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les survivant(e)s de VBG à l'UNFPA ; les personnes en situation de handicap ont pu bénéficier de consultations et équipements spécialisés ; et les personnes ayant des besoins médicaux ont pu être consultées par les médecins. Aussi, les psychologues ont organisé des consultations bilatérales et de groupes, et assuré un suivi spécifique des personnes en situation de détresse psychologique. Une attention particulière a été portée aux personnes à risque, par exemple les personnes âgées, accusées par les autres de sorcellerie selon les croyances Voodoo, qui ont été priorisées pour leur relocalisation en raison de leur âge et de cette discrimination à leur égard.

#### **g. Éducation :**

Grâce au financement CERF, l'OIM a pu fournir une assistance à 36 enfants nés d'exploitation et d'abus sexuels (EAS) du personnel des Nations Unies en Haïti. Le soutien financier à leurs mères a permis de couvrir plusieurs de leurs besoins essentiels, incluant les frais de scolarité, leur uniforme, les fournitures et le matériel connexe. Ce transfert monétaire conditionnel a ainsi soutenu l'éducation de ces 36 enfants d'âge scolaire.

### **8. Programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat**

#### **Utilisation de programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat :**

<b>Prévu</b>	<b>Atteint</b>	<b>Nombre total de personnes recevant l'assistance</b>
Oui, le PTM est un composant	Oui, le PTM est un composant	1258



Si **non**, veuillez expliquer pourquoi les transferts monétaires / les bons d'achat n'ont pas été pris en compte. Lorsque cela est possible, cet programme doit être considéré comme une option de réponse par défaut, et les transferts monétaires à objectifs multiples (MPC) doivent être utilisés dans la mesure du possible.

Si **oui**, notez brièvement comment les transferts monétaires / les bons d'achat sont utilisés, en soulignant l'utilisation des transferts monétaires à objectifs multiples (MPC), et si des liens avec les systèmes de protection sociale existants ont été explorés.

Dans le cadre des activités de relocalisation (Résultat 1), chacune des 800 familles bénéficiaires a reçu une assistance en espèces pour payer les frais de logement, visant à couvrir une année de loyer – représentant un total de 1 222 bénéficiaires.

Dans le cadre des activités d'appui à la scolarisation des enfants vulnérables (Résultat 5), 30 mères d'un total de 36 enfants ont reçu une assistance en cash en fonction du nombre d'enfants. Le montant par enfant était de 800 USD par enfant, soit 1 600 USD pour des familles incluant deux enfants. Cependant, 12 mères parmi les 30 bénéficiaires ont reçu une aide additionnelle à la suite du tremblement de terre du 14 août 2021 dans le Sud d'Haïti, et après une évaluation des besoins conduite par le BINUH. Cette aide monétaire était conditionnelle et devait servir à couvrir les frais de scolarité (incluant l'uniforme, les fournitures et matériel/activités connexes) pendant une année scolaire, ainsi que l'alimentation et le paiement des soins de santé de base.

#### Paramètres de modalité PMT / de bons d'achat :

Activité spécifique (y compris le # d'activité du cadre de résultats ci-dessus)	Nombre de personnes	Valeur du cash (US\$)	Secteur / cluster	Restriction
Assistance au loyer (relocalisation)	1 222	US\$ 560 000	Protection - Protection	Avec restriction
Assistance à la scolarisation des enfants vulnérables	36	US\$ 27 200	Protection - Protection	Avec restriction

## 9. Visibilité des activités financées par le CERF

Titre	Lien web / source
Article sur les activités pour IDPs en situation de handicap	<a href="#">Article OIM - Storyteller</a>
Article conjoint (OCHA et OIM) sur les activités de relocalisation Delmas 103	<a href="#">Article OCHA et OIM</a>
Article UN Sustainable Development Group "Disabled and Displaced : helping Haiti's most vulnerable people"	<a href="#">Article UN SDG Group</a>
Publication Twitter incluant une vidéo "People with disabilities have specific vulnerabilities when they are displaced."	<a href="#">Publication Twitter OIM</a>
Publication Facebook sur les activités de sensibilisation d'OVIDECOG	<a href="#">Publication Facebook OIM</a>
Publication Instagram sur les activités de sensibilisation d'OVIDECOG	<a href="#">Publication Instagram OIM</a>

Publication Twitter du BINUH sur les enfants assistés dans le cadre du Résultat 5	<a href="#"><u>Publication Twitter BINUH</u></a>
Communiqué de presse OIM & UNFPA	<a href="#"><u>Publication Le Nouvelliste</u></a>
Publication Facebook sur les activités de l'OIM	<a href="#"><u>Publication Facebook OIM</u></a>
Publication Facebook sur les activités pour les personnes en situation de handicap	<a href="#"><u>Publication Facebook OIM</u></a>
Publication Twitter à l'occasion de la Journée internationale inclusion des personnes handicapées	<a href="#"><u>Publication Twitter - UN Migration Status</u></a>
Publication Twitter IDPs & PWD	<a href="#"><u>Publication Twitter UN SDG</u></a>

### 3.3 Rapport du projet 20-UF-FPA-038

#### 4.1 Rapport du projet 20-UF-FPA-038

1. Information sur le projet			
Agence :	UNFPA	Pays :	Haïti
Secteur / cluster :	Santé	Code du projet :	20-UF-FPA-038
	Protection - Violence sexiste		
	Éducation		
Titre du projet :	Restauration de la dignité aux personnes vulnérables et celles vivant avec un handicap grâce aux services de Santé Génésique et de Protection dans le Département de l'Ouest		
Date de début :	19/11/2020	Date de fin :	18/11/2021
Révisions :	Extension sans cout <input type="checkbox"/>	Redéploiement des fonds <input type="checkbox"/>	Reprogrammation <input type="checkbox"/>
Financement	<b>Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :</b>		<b>US\$ 8 500 000</b>
	<b>Financement total reçu pour la réponse sectorielle de l'agence à l'urgence en cours :</b>		<b>US\$ 152 000</b>
	<b>Montant reçu du CERF :</b>		<b>US\$ 1 100 000</b>
	<b>Total des sous-subsventions du CERF transférées aux partenaires de mise en œuvre :</b>		<b>US\$ 484.752.00</b>
	Partenaires gouvernementaux		US\$ 0
	Partenaires ONG internationale		US\$ 0
	Partenaires ONG nationale		US\$ 484,752.00
Croix Rouge / Croissant Rouge		US\$ 0	

## 2. Résumé des résultats obtenus

Grâce à ce financement du CERF, l'UNFPA et ses partenaires d'implémentation ont réalisé 48 cliniques mobiles au profit de 57 338 personnes dont 36 455 femmes, 20 882 hommes dont 435 personnes en situation de handicap sur les 3 sites de personnes déplacées internes (St Martin, Centre sportif de Carrefour, Delmas 103) et les zones de Canaan et de Taba Issa ciblées par le projet. Outre les cliniques mobiles, l'UNFPA a renforcé les services de Santé Sexuelle et Reproductive de 5 institutions sanitaires (HUEH, Hopital de la Croix-des-Bouquets, Isaie Jeanty, Hopital HCR de Bon Repos, Eliazar Germain) publiques en leur fournissant des matériels médicaux et 5 approvisionnements en intrants. Le projet a également permis de recruter 25 professionnels de santé et a contribué à la réhabilitation d'une maternité à la Croix-des-bouquets. Les 5 institutions sanitaires renforcées dans le cadre de ce projet ont offert des services à 6 471 personnes. Par ailleurs, il faut noter que les cliniques mobiles et les 6 institutions sanitaires renforcées dans le cadre de ce projet ont permis d'assister dans l'ensemble 63 809 personnes, notamment en offrant des services de consultation pré et post-natale à 2896 femmes, l'appui psychosociale de 1 863 personnes dont 856 femmes et 1007 hommes, 10 interventions de réparation de fistules, des services de PF et prévention VIH à l'endroit de 18 365 personnes dont 15 231 femmes et 3 134 hommes.

Les institutions sanitaires ont rapporté au total 904 accouchements dont 609 accouchements par voie basse et 295 accouchements par césarienne. Aussi, 780 kits de naissance qui contiennent des articles spécifiques pour les femmes allaitantes ont été distribués afin d'assurer les soins hygiéniques des nouveau-nés et d'elles-mêmes et 1750 kits d'hygiène ont été distribués en priorisant les femmes/ filles en situation de handicap exposées au risque de violence et des mécanismes de survie. De plus, 2000 lampes solaires ont été distribuées à des survivantes de VBG, aux femmes/ filles sur les sites des personnes déplacées où il y a quasiment une absence d'électricité et 3000 kits jeunesse dont 1700 dans 2 écoles publiques situées dans les zones ciblées par le projet. Le deuxième résultat du projet est axé sur la lutte contre les violences basées sur le genre. En ce sens, les séances de sensibilisation sur les VBG/PSEA et les services SR ont touché 7 290 personnes dont 5 478 femmes et 1 066 hommes.

Par ailleurs, 35 254 personnes ont été référencées vers les services hotline pour le suivi et le soutien psychologique dont 31 287 femmes et filles, 2122 hommes, 1802 indéterminés et 43 personnes handicapées. Plus de 1700 jeunes en milieu scolaire sont formés et sensibilisés sur la VBG. Ensuite, il y a eu la mise en place de 3 comités de lutte, 3 espaces sûrs et 3 clubs de jeunes pour prévenir et prendre en charge les violences basées sur le genre. 2124 femmes survivantes de VBG et d'autres femmes vulnérables ont bénéficié de formation sur la création de petites entreprises et 172 ont bénéficié d'un paquet économique pour le lancement d'une activité génératrice de revenus. Dans le même élan, 40 prestataires de santé de 2 institutions sanitaires publiques ont été formés sur la prise en charge médicale et psychologique des cas de VBG.

En définitive, ce projet a assisté 70 353 personnes en matière de santé sexuelle et reproductive et la lutte contre la VBG entre la période de décembre 2020 à novembre 2021 dans un contexte extrêmement complexe de la recrudescence des violences armées. Les interventions étaient focalisées initialement dans la zone de Canaan, de Taba Issa et finalement de Bas-Delmas et de Carrefour suite aux conflits des gangs armés.

### **3. Modifications**

En raison des conflits armés entre les gangs qui se sont accrus, particulièrement dans les zones ciblées initialement par le projet (Bas-Delmas et Taba Issa), les populations ont été forcées de se déplacer dans plusieurs endroits du pays. La majorité de ces personnes se sont réfugiées sur des sites et les vulnérabilités ont augmenté. En ce sens, les activités ont dû être délocalisées sur les sites en vue de leur porter assistance en urgence. Certains indicateurs ont donc été dépassés en raison de la forte concentration des personnes sur les sites et l'augmentation des besoins. Aussi, 6 officiers de terrain ont été déployés sur les différents sites pour renforcer la redevabilité dans le cadre du projet et pour assurer la liaison entre les partenaires, les fournisseurs de services SR et VBG, UNFPA et les bénéficiaires. Ensuite, il y a eu une reprogrammation de fonds sans coût additionnel suite à la demande d'OCHA en vue d'appuyer 241 familles déplacées de Bel-Air avec de l'assistance en cash.

#### 4. Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF au niveau du projet \*

Secteur / cluster	Éducation									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0					
Retournés	0	0	0	0	0					
Déplacés internes	0	0	0	0	0					
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0					
Autres personnes touchées	0	0	900	600	1 500	0	0	1 898	602	2 500
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>900</b>	<b>600</b>	<b>1 500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 898</b>	<b>602</b>	<b>2 500</b>
<b>Personnes handicapées (PwD) sur le total</b>										
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Secteur / cluster	Santé									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0					
Retournés	0	0	0	0	0					
Déplacés internes	0	0	0	0	0					
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0					
Autres personnes touchées	45 313	16 238	10 466	3 612	75 629	32 716	17 157	10 024	3 912	63 809
<b>Total</b>	<b>45 313</b>	<b>16 238</b>	<b>10 466</b>	<b>3 612</b>	<b>75 629</b>	<b>32 716</b>	<b>17 157</b>	<b>10 024</b>	<b>3 912</b>	<b>63 809</b>

\* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

Personnes handicapées (PwD) sur le total										
	509	432	125	99	1 165	229	135	12	56	432
<b>Secteur / cluster</b>	Protection - Violence sexiste									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0					
Retournés	0	0	0	0	0					
Déplacés internes	0	0	0	0	0					
Communautés d'accueil	405	0	0	0	405	746	0	0	0	746
Autres personnes touchées	1 276	32	271	16	1 595	5040	373	786	345	6 544
<b>Total</b>	<b>1 681</b>	<b>32</b>	<b>271</b>	<b>16</b>	<b>2 000</b>	<b>5 786</b>	<b>373</b>	<b>786</b>	<b>345</b>	<b>7 290</b>
Personnes handicapées (PwD) sur le total										
	11	10	3	1	25	229	135	12	56	432

\* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

## 5. Personnes indirectement ciblées par le projet

Le renforcement des institutions sanitaires et des prestataires de services VBG ont favorisé la fourniture de services à la population affectée par la violence des gangs armés. La population ayant bénéficié des différents services fournis a largement dépassé le nombre initial de personnes ciblées dans le cadre du projet. La population des communes de Croix-des-Bouquets, de Delmas, de Carrefour et de Pétion-Ville est estimée à environ 1 602 009 personnes, les bénéficiaires indirects de ce projet peuvent être environ 64 080 soit 4% de la population. Ces bénéficiaires indirects sont entre autres des responsables étatiques/autorités locales, responsables d'organisations, professeurs, professionnels de tous les secteurs, les marchands, les membres de gangs, etc. De plus, de par leur caractère multiplicateur, les clubs des jeunes et les espaces sûrs créés continuent d'accueillir des personnes sollicitant des informations et des services permettant de prévenir et de répondre aux cas de VBG. Des messages et vidéos ont été largement diffusés pour sensibiliser les autorités étatiques et la population en générale, sur l'appauvrissement des familles, l'augmentation des risques de VBG et de grossesse que les femmes/filles accourent lors des déplacements internes et l'urgence de relocaliser ces familles.

## 6. Cadre de résultats du projet CERF

<b>Objectif du projet</b>	Contribuer à la réduction de la morbi-mortalité parmi les personnes vulnérables (femmes, jeunes adolescentes), celles vivant avec un handicap physique ou non grâce à l'offre d'un paquet intégré des services de santé sexuelle et reproductive et de protection avec la prise en charge holistique (médicale, psychosociale, légale, réinsertion économique) des survivantes de VBG en milieu institutionnel, communautaire et scolaire.
<b>Résultat 1</b>	Accès accru au paquet intégré d'informations et services de santé génésique de qualité en faveur des personnes vulnérables, surtout celles vivant avec handicap.

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui  Non

<b>Secteur / cluster</b>	Santé – Santé sexuelle et reproductive			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Valeur cible</b>	<b>Valeur atteinte</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 1.1	Nombre de cas de fistules pris en charge de façon holistique (médicale, psychosociale, réinsertion économique)	20	20	Rapport d'activités et de dépenses des partenaires d'implémentation
Indicateur 1.2	Nombre de professionnels qualifiés recrutés, formés et impliqués dans la fourniture des services de SSR	25	25	Rapport d'activités et de dépenses des partenaires d'implémentation
Indicateur 1.3	Nombre d'institutions de santé à fonction SONU qui bénéficient d'un appui en Intrants, matériels et équipements nécessaires au déploiement effectif des fonctions	5	5	Rapport d'activités et de dépenses des partenaires d'implémentation
Indicateur 1.4	Nombre d'institution de santé ciblées ayant la capacité d'offrir des services de santé reproductive de qualité adaptées et appropriées	5	5	Rapport d'activités et de dépenses des partenaires d'implémentation

	pour les personnes vivant avec un handicap			
Indicateur 1.5	Nombre de personnes désagrégées par sexe, âge et handicap incluant les femmes enceintes ayant bénéficié de services SR au niveau institutionnel	18555	21 458	Paniers des indicateurs des institutions sanitaires et rapport d'activités des partenaires
Indicateur 1.6	Nombre de personnes désagrégées par sexe, âge et handicap incluant les femmes enceintes ayant bénéficié de services SR au niveau communautaire/Domicile	57239	63 809	Paniers des indicateurs des institutions sanitaires et rapport d'activités des partenaires
Indicateur 1.7	Nombre de personnes désagrégées par âge, sexe utilisant le hotline (VBG, SSR)	35018	35 254	Rapport d'activités et de dépenses des partenaires
Indicateur 1.8	Nombre de personnes vulnérables (travailleurs de sexe, LGBTI,) ayant bénéficié d'activités génératrices et autres supports économiques	100	172	Rapport d'activités et de dépenses des partenaires d'implémentation

**Explication du résultat et de la variation de l'indicateur**

L'engagement des partenaires d'implémentation dans le cadre de la réponse à la crise liée au déplacement des personnes suite aux conflits des gangs armés et l'augmentation des besoins ont permis de dépasser largement les indicateurs. Aussi, il faut noter que la détérioration des conditions de vie de la population pousse les femmes enceintes à chercher des services auprès des institutions publiques offrant des services de qualité à meilleur coût. Le fait d'avoir adopté une stratégie mixte (clinique mobile et services fixes) ainsi que le déploiement de travailleurs communautaires sur la période a favorisé un accès accru aux services et également un effort important de communication sur la disponibilité des services.

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 1.1	Prise en charge chirurgicale, psychologique et sociale des femmes vivant avec une fistule obstétricale par une équipe pluridisciplinaire (chirurgiens, psychologues, travailleur sociaux, anesthésistes, sages-femmes)	Société Haïtienne d'Obstétrique et de Gynécologie (SHOG)
Activité 1.2	Recrutement, formation et déploiement de 25 professionnels qualifiés (sages-femmes, infirmières, infirmière-anesthésiste, gynécologue-obstétricien, psychologue-travailleurs sociaux) pour améliorer l'offre de services intégrés avec un suivi rapproché des activités des SONU (monitoring SONU, SDMR)	Ministère de la Santé publique et de la Population-MSPP, Direction Sanitaire de l'Ouest-DSO, Société Haïtienne d'Obstétrique et de Gynécologie (SHOG)



Activité 1.3	Approvisionnement de 5 formations sanitaires (3 SONU C (Hôpital Isaïe Jeanty et Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti, HCR du Bon Repos), deux SONU B (Hôpital Eliazar Germain, Centre de Santé de Corail Canaan) et une institution Médecins du Monde Suisse en matériels), y compris de chirurgie de fistule et intrants pour une offre de service effective et un accès amélioré aux services de santé génésique et reproductive	MSPP (DSO), SHOG, HUEH, Hôpital de la Croix-des-Bouquets, HCR de Bon Repos, Isaïe Jeanty, Centre santé de Corail Canaan, Eliazar Germain
Activité 1.4	Aménagement des SONU et adaptation des services pour la fourniture des services SSR et VBG au niveau institutionnel (accouchements institutionnels, urgences obstétricales, consultations post-abortum, services de planification familiale, fistules obstétricales, traumatiques, prise en charge médicale et psychosociale de viols) aux personnes vivant avec un handicap sensoriel, moteur ou autre.	MSPP (DSO, DSF), SHOG, HUEH, Hôpital de la Croix-des-Bouquets, HCR de Bon Repos, Isaïe Jeanty, Eliazar Germain, Médecins du Monde Suisse
Activité 1.5	Mise à disposition de services SR intégrés 7/7 et 24/24 (accouchements institutionnels, urgences obstétricales, consultations post-abortum, services de planification familiale et prise en charge médicale et psychosociale de viols) au niveau des SONU B, de la référence vers les SONU C en collaboration avec le CAN et des services d'urgence de césarienne dans les SONU C ciblés	Centre Ambulancier National (CAN), MSPP (DSO, DSF), SHOG, HUEH, Hôpital de la Croix-des-Bouquets, HCR de Bon- Repos, Isaïe Jeanty, Eliazar Germain
Activité 1.6	Organisation des cliniques mobiles intégrés (SSR/VBG) dans les communautés des personnes vulnérables, y compris des services à domiciles [CPN, CPON, Accouchement assisté en faveur des personnes à mobilité réduite]; avec le renforcement des capacités et de la collaboration avec les ASCP, les matrones, les ESF dans la sensibilisation, la détection, et le référencement des cas (dystocies, fistules, les urgences obstétricales, offre de services à mobilité réduite, et soins à domicile);	40 sessions de cliniques mobiles ont été réalisés par la FOSREF. 8 autres cliniques mobiles par MOFAVIDA.  Centre Ambulancier National (CAN), FOSREF, MOFAVIDASHOG, HUEH, Hôpital de la Croix-des-Bouquets, HCR de Bon Repos, Isaïe Jeanty, Eliazar Germain, Médecins du Monde Suisse
Activité 1.7	Mise en place, renforcement de Hotline existantes dont celle de POZ en vue de la sensibilisation, l'orientation des vulnérables et accès aux services;	Promoteur Objectif Zéro Sida (POZ), FOSREF
Activité 1.8	Appui aux Travailleurs de sexe, LGBTI concernant la prévention et la prise en charge des IST/VIH, offre de kits alimentaire, appui socioéconomique, création d'Activités Génératrices de Revenus (AGR).	Formation et transfert de cash assuré par Médecins du Monde Suisse

## Résultat 2

Renforcement des capacités de prise en charge multisectorielle (médicale, psychosociale, accompagnement légal et socioéconomique) des survivantes des violences basées sur le genre dans les institutions sanitaires et au niveau communautaire permettant aux survivantes de bénéficier d'un parcours holistique de soin de qualité dans les zones ciblées par le projet.

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui  Non

Secteur / cluster				
Protection - Violence sexiste				
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 2.1	Nombre de survivants (tes) de VBG désagrégés par sexe, âge et handicap référés et pris en charge au niveau institutionnel et communautaire	1595	1707	Rapport d'activités et de dépenses des partenaires d'implémentation
Indicateur 2.2	Nombre de personnes désagrégées par sexe, âge et handicap utilisant les services de prévention et touchées par les sessions de sensibilisation sur les VBG dans les communautés	2000	3592	Rapport d'activités et de dépenses des partenaires d'implémentation
Indicateur 2.3	Nombre d'espaces sûrs utilisés pour les activités de prévention et de sensibilisation sur les VBG	3	3	Rapport d'activités et de dépenses des partenaires d'implémentation, Inauguration des espaces sûrs
Indicateur 2.4	Nombre de comités de lutte fonctionnels utilisés pour les activités de prévention et de sensibilisation sur les VBG	3	3	Rapport d'activités et de dépenses des partenaires d'implémentation
Indicateur 2.5	Nombre d'institutions de santé à fonction SONU ayant une fonction associée et autre institution de prise en charge des violences sexuelles fonctionnelle intégrée	3	2	Rapport d'activités et de dépenses des partenaires d'implémentation
Indicateur 2.6	Nombre de personnes les plus vulnérables (survivants de VBG, personnes handicapées, fistuleuses, LGBT, Travailleuses de Sexe (TS), femmes cheffes de ménage monoparental) désagrégées par sexe, âge et handicap bénéficiant du paquet d'autonomisation économique de \$120 et renforcement de capacités en gestion de petites et moyennes entreprises (PME)	2000	2124	Rapport d'activités et de dépenses des partenaires d'implémentation

<b>Explication du résultat et de la variation de l'indicateur</b>	<p>Plus de personnes ont été touchées lors des activités en raison de la forte concentration des personnes déplacées sur les sites. Considérant que les risques de protection en général, VBG en particulier, sont beaucoup plus élevés lors des crises et des déplacements, des efforts ont été déployés pour augmenter les séances de sensibilisation. Aussi, il y a eu une reprogrammation de fonds afin d'assister les personnes déplacées de Bel-Air et les femmes enceintes/allaitantes sur les 3 autres sites où se trouvent les personnes déplacées. L'assistance aux femmes enceintes a été ajoutée pour tenir compte des demandes formulées dans les sessions d'échanges/feedback avec les femmes sur les sites, ce fonds aide ses femmes dans le processus de relocalisation et aide à couvrir certaines dépenses pour résoudre des problèmes ponctuels.</p> <p>Malgré les efforts fournis, la maternité Isaïe Jeanty a dû fermer ses portes à cause de l'insécurité, elle est située au milieu des zones de turbulences.</p>
---	--

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 2.1	Renforcement des services de prise en charge médicale et psychosociale des survivantes de (VBG) au niveau de 4 SONU, y compris MIJ, HUEH, Maternité de Croix des Bouquets, Eliazar Germain et de l'Hôpital de Médecins du Monde Suisse	Médecins du Monde Suisse, FOSREF, BSEIPH, REFKAD, MOFAVIDA, Fondation TOYA
Activité 2.2	Renforcement du système de référencement médical, psychosocial, légal et accompagnement judiciaire en lien avec le Programme Spotlight	Enquête réalisée par Médecins du Monde Suisse
Activité 2.3	Identifier, mettre en place et former les membres des espaces sûrs sur la gestion holistique de cas de viols et le référencement	Mise en place de 3 espaces sûrs par Médecins du Monde Suisse
Activité 2.4	Renforcement des comités de lutte pour la prévention des VBG au niveau communautaire dotés des espaces sûrs dans chaque commune cible du projet / Produire et disséminer des messages de sensibilisation sur les VBG, Droits des personnes vivant avec un handicap, droits sexuels et reproductifs et aux services disponibles dans les communautés adaptées aux personnes vivant avec un handicap et diffusion d'information autour de la cartographie des services liés à la VBG et parcours de référencement	Médecins du Monde Suisse
Activité 2.5	Organisation, formation et approvisionnement des SONU en kits 3, intrants et outils de counselling pour la prise en charge médicale et psychosociale des survivantes de viols dans les SONU B	HUEH, Hôpital de la Croix-des-Bouquets, HCR de Bon-Repos, Isaïe Jeanty, Eliazar Germain, Médecins du Monde Suisse, SHOG
Activité 2.6	Réaliser des sessions de renforcement de capacités en gestion de petites entreprises et du paquet d'autonomisation économique des survivantes de VBG	Médecins du Monde Suisse, REFKAD

**Résultat 3** Amélioration de l'accès à l'information et aux services de santé sexuelle au bénéfice des jeunes et des adolescents en milieu scolaire et périscolaire en vue de la prévention des grossesses précoces et de la promotion d'une sexualité responsable

**Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ?** Oui  Non

**Secteur / cluster** Éducation

Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 3.1	Nombre d'adolescents et jeunes formés en milieu scolaire sur l'éducation sexuelle complète par des sages-femmes et autres professionnels de santé des institutions sanitaires environnantes (Commune de Corail Canaan, Commune de Pétionville, Taba Issa, Camp La Piste)	1000	3 372	Rapport d'activités et de dépenses des partenaires d'implémentation
Indicateur 3.2	Nombre de kits menstruels et/ou médicaments antalgiques distribués par l'infirmerie scolaire	750	3 104	Rapport d'activités et de dépenses des partenaires d'implémentation
Indicateur 3.3	Nombre de points effectifs à distribution communautaire de méthodes de planification familiale de courte durée (préservatifs, pilules contraceptives)	10	9	Rapport d'activités et de dépenses des partenaires d'implémentation
Indicateur 3.4	Nombres d'institutions sanitaires ayant intégré la prise en charge ciblée des adolescents et jeunes dans leurs activités et ayant mis en place un partenariat avec une école soutenue par le projet	4	2	Rapport d'activités et de dépenses des partenaires d'implémentation
Indicateur 3.5	Nombre de clubs de jeunes mis en place dans les zones ciblées par le projet	4	3	Rapport d'activités et de dépenses des partenaires d'implémentation

**Explication du résultat et de la variation de l'indicateur** Certains indicateurs sont à la hausse en raison du déplacement des adolescents/jeunes avec les membres de leur famille vers des sites et des communautés avoisinantes qui ont bénéficié des activités de sensibilisation et des kits scolaires et d'hygiène. Certains indicateurs n'ont pas été complètement atteints en raison du déplacement des personnes. Les zones ciblées au départ sont devenues désertes et les institutions environnantes fournissant des services ont été fermées.

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 3.1	Organisation de sessions d'éducation sexuelle complète en milieu scolaire dans les lycées ciblés par les sages-femmes et autres professionnels de santé des structures sanitaires ciblées par le projet	FOSREF, SHOG, Croix-des-Bouquets, Lycée Garcia Préval, École Nationale de Canaan
Activité 3.2	Mise en place d'une infirmerie scolaire itinérante à accès contrôlée dans 2 établissements scolaires (Canaan et Pétion-Ville) pour un accès amélioré des jeunes filles aux services et conseils SSR	Société Haïtienne d'Obstétrique et de Gynécologie (SHOG), Lycée Garcia Préval, FOSREF, École Nationale de Canaan
Activité 3.3	Etablissement et approvisionnement continu de points de distribution communautaire de méthodes de PF de courte durée (préservatifs et pilules contraceptives)	Eliazar Germain, HCR Croix-des-Bouquets, Lycée Garcia  Préval, FOSREF, École Nationale de Canaan, Centre de santé Corail
Activité 3.4	Formation, sensibilisation et organisation des services dans les SONU B et C pour une prise en charge privilégiée et adaptée des adolescents et des jeunes pour tout service SSR et VBG (accouchement, grossesse précoce, consultation postabortum, etc)	Isaie Jeanty, Eliazar  Germain, Croix-des-Bouquets, Lycée Garcia Préval, Centre de Santé de Corail, AISFH, MdM Suisse, FOSREF
Activité 3.5	Fonctionnement régulier de clubs de jeunes dans les zones ciblées par le projet	École Nationale de Canaan, Lycée Garcia Préval, Centre de Santé de Corail, FOSREF, Fondation TOYA

**Résultat 4** Renforcement de la coordination, du cadre de redevabilité, du suivi et d'évaluation pour plus d'impact

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui  Non

Secteur / cluster	Coordination			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 4.1	Un système d'information renforcée permettant de collecter, d'analyser des données fiables en SR et VBG	système disponible et à jour	Systeme disponible et à jour	[ <a href="https://sisnu.net/dhis-web-commons/security/login.action">https://sisnu.net/dhis-web-commons/security/login.action</a> ]
Indicateur 4.2	Nombre de visites d'appui et de supervision des interventions dans les communes ciblées	16	20	[rapport de visite Photos]

Indicateur 4.3	Nombre de rapports/publications/newsletters émis et distribués aux partenaires pour plus de redevabilité et de transparence	1 rapport de mis parcours et 1 rapport de fin de projet	1 rapport de mis parcours et 1 rapport de fin projet	[les rapports
Indicateur 4.4	Un système de redevabilité est en place pour encourager l'implication des bénéficiaires et différents acteurs et mesurer leur degré de satisfaction	système disponible et efficace	[Système disponible ]	
Indicateur 4.5	Nombre d'"histoire à succès produites sur les services offerts: santé génésique et Protection	10 success stories		
Indicateur 4.6	Nombre de rencontres de coordination tenues sur la gestion du Projet	4 rencontres tenues	[10	compte rendu des rencontres

**Explication du résultat et de la variation de l'indicateur** Dans le cadre de cette intervention, nous avons développé un système de redevabilité basée sur un partage de communication bidirectionnelle et horizontale. Nous avons mis dans les sites de déplacés 4 des agents de terrain qui organisent des rencontres périodiques avec la population, les femmes et les filles en particulier. Ils collectent les feedback et les partagent avec le management pour les prises de décisions. Des rencontres inter agences impliquées dans la gestion de ce fonds sont organisées pour harmoniser les activités, 122 partager les listes de bénéficiaires etc.

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 4.1	Renforcement des systèmes d'information existant en vue de produire les données pertinentes en santé génésique, sur les personnes vulnérables et les VBG	UNFPA
Activité 4.2	Organisation de visites cibles pour lancer le projet et élaborer le plan de travail conjointement avec tous les acteurs impliqués dont les OCB, les OSC, les mouvements militants des DH, les Leaders communautaires et d'Opinion.	UNFPA
Activité 4.3	Elaboration de rapports de suivi de mise en œuvre du projet par site ciblé du projet	UNFPA
Activité 4.4	Organisation de deux visites d'évaluation finale pour évaluer le projet, tirer les leçons apprises et faire des recommandations	UNFPA

Activité 4.5	Documentation des bonnes pratiques et des success stories telling	UNFPA/MDM
Activité 4.6	Préparation des SitRep mensuelle avec partage aux acteurs clés du projet et publiée sur les réseaux de l'UNFPA pour promouvoir la visibilité du projet et la transparence	UNFPA

## 7. Programmation efficace

### a. Redevabilité envers les personnes affectées (AAP)<sup>4</sup> :

Des consultations ont été menées à différents moments, notamment lors de la rédaction du document de projet et la mise en œuvre des activités avec plusieurs acteurs étatiques et communautaires. En effet, il y a eu des rencontres avec le Ministère de la Santé Publique et de la Population et la Direction Sanitaire de l'Ouest afin d'évaluer les besoins des institutions sanitaires. Des rencontres bilatérales ont été réalisées avec le Bureau du Secrétaire d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées (BSEIPH) pour mieux intégrer les personnes handicapées, ainsi que des réunions et des visites de terrain programmées pour collecter des données dans le but de choisir les zones d'intervention du projet. Afin d'assurer la bonne mise en œuvre des activités, nous avons organisé plusieurs rencontres de suivi et des visites de terrain avec les partenaires d'exécution et les comités de lutte auprès des communautés ciblées pour réadapter nos stratégies d'intervention compte tenu du contexte d'insécurité. A titre d'exemple, plusieurs sessions de cliniques mobiles ont été réalisées dont la grande majorité sous forme stratégique révisée de cliniques semi-mobiles, stratégie qui implique des points de services dans les différentes zones, où se trouvent les déplacés de Taba Issa, de Bas-Delmas et de Martissant. Aussi, nous avons recruté des agents de terrain disponibles chaque jour sur les sites pour faire la liaison entre les personnes déplacées, les partenaires d'implémentations, les prestataires de services, et UNFPA. Des rencontres périodiques sont organisées sur les sites pour partager des informations et collecter les feedbacks et assurer la réponse dans les meilleurs délais possibles. Comme changement résultant de cette dynamique, nous avons fait des distributions de cash aux femmes enceintes et allaitantes des sites et développé une entente tripartite (agences UN, Gouvernements et institutions sanitaires) pour offrir des services gratuits à ces femmes dans les institutions publiques.

### b. Mécanismes de retour d'information et de plainte d'APP :

Dans le cadre de ce projet, nous nous sommes appuyés sur l'existant en vulgarisant les mécanismes disponibles pour la prévention des abus sexuels et exploitation, les services de POZ et du CIPH. Les institutions assurant la gestion de ces deux derniers sont aussi des partenaires dans le cadre du projet. Aussi, les agents de terrain (en binôme : féminin et masculin) recrutés par UNFPA, présents sur les sites chaque jour, formés sur les thématiques de VBG, PSEA, redevabilité ont été disponibles pour la collecte et le suivi des plaintes. Selon la nature des plaintes, elles sont acheminées au management pour résolution et les réponses sont données en fonction de la nature. Il y a aussi les 3 espaces sûrs, où les personnes ont pu déposer des plaintes. Pour les personnes en situation de handicap, nous avons développé une dynamique entre un point focal BSEIPH pouvant aider en fonction du type de handicap.

### c. Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) :

L'UNFPA qui est une agence onusienne faisant partie intégrante de la task force PSEA a mis en place des mécanismes confidentiels de rapportage de plainte notamment la mise à disposition de numéros de téléphone et d'une adresse électronique gérés par la coordonnatrice PSEA supportée par UNFPA. Aussi, il est un impératif que les staffs des différents partenaires d'implémentation, reçoivent la formation PSEA et partagent le certificat obtenu à la fin de la formation. Lors des sessions de sensibilisation, des matériels de communications relatifs à la PSEA ont été distribués, tels les flyers, les banners, etc.. En plus, dans le cadre du championnat cette année, UNFPA a produit un mini film en créole, expliquant ce qu'est SEA et comment porter plainte "Et si c'était vous", Le bureau a aussi supporté la

<sup>4</sup> Le AAP et le PSEA font partie intégrante des engagements de l'IASC et sont donc obligatoires pour la conformité de toutes les agences et partenaires des Nations Unies. Les agences n'ont pas nécessairement besoin de mettre en place de nouveaux mécanismes AAP et PSEA pour les projets CERF si des mécanismes fonctionnels sont déjà en place. Pour plus d'informations, veuillez référer [aux engagements de l'IASC AAP](#).

production d'un mini film spécifique pour les personnes vivant avec un handicap auditif en langage des signes diffusé largement via différents canaux dont les réseaux sociaux..

#### **d. Focus sur les femmes, les filles et les minorités sexuelles et de genre, y compris la violence sexiste :**

L'un des axes central et prioritaire dans le cadre de ce projet se rapporte aux violences basées sur le genre. A travers nos partenaires, les 3 comités de lutte et les 3 clubs de jeunes, plusieurs actions et activités ont été menées, notamment des séances de sensibilisation touchant 9 359 personnes sur la thématique en vue de faire la prévention et de diminuer les risques de VBG. De plus, la mise en place des espaces sûrs pour faire la prévention et accompagner les survivantes de VBG en leur offrant une prise en charge psychologique et médicale. Le projet a assuré la prise en charge médicale et psychosociale de 1605 femmes survivantes de VBG sur les 3 sites de déplacés et à Canaan. De plus, 2 341 personnes dont des femmes enceintes/allaitantes, personnes en situation de handicap et survivantes de violences basées sur le genre ont bénéficié de formation sur le renforcement des capacités et d'un paquet d'autonomisation économique.

#### **e. Personnes handicapées (PwD) :**

Dès la phase de l'élaboration de projet, l'accent a été mis sur les personnes en situation de handicap, particulièrement les femmes et les filles qui, certaines fois sont doublement victimes des inégalités au sein de la société en raison de leur sexe et de leur déficience physique/mentale. Nous avons travaillé de manière très rapprochée avec le BSEIPH qui a accompagné nos partenaires lors des activités sur le terrain pour une meilleure inclusion des personnes handicapées. 432 personnes en situation de handicap ont été prises en charge lors des cliniques mobiles et ont été sensibilisées sur la prévention contre les VBG. De plus, 180 personnes en situation de handicap ont bénéficié d'une formation pour l'inclusion et d'un paquet économique.

#### **f. Protection :**

Le présent projet a été élaboré suite aux résultats des échanges avec les différents acteurs, partenaires et les membres de la communauté en question. Également, des évaluations préliminaires et des visites de terrain impliquant le public cible ont été effectuées en vue de mieux analyser les besoins et de définir les actions à mettre en œuvre afin d'apporter des éléments de réponse pertinente. Étant co-lead du secteur protection, la participation dans les rencontres de coordination ont permis d'adresser les problèmes liés à la protection en général et proposer des solutions inter agences.

#### **g. Éducation :**

Lors de l'élaboration de ce projet, l'UNFPA a jugé pertinent de réaliser des séances de sensibilisation et de formation pour les jeunes filles et garçons. Comme cette thématique est très peu abordée dans le milieu scolaire, des séances de sensibilisation sur la VBG ont été prévues dans 2 établissements publics afin de toucher environ 2000 jeunes filles et garçons. Les jeunes représentent un atout majeur pour garantir l'effet multiplicateur du projet.

### **8. Programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat**

#### **Utilisation de programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat :**

<b>Prévu</b>	<b>Atteint</b>	<b>Nombre total de personnes recevant l'assistance</b>
Oui, le PTM est un composant	Oui, le PTM est un composant	489

Si **non**, veuillez expliquer pourquoi les transferts monétaires / les bons d'achat n'ont pas été pris en compte. Lorsque cela est possible, cet programme doit être considéré comme une option de réponse par défaut, et les transferts monétaires à objectifs multiples (MPC) doivent être utilisés dans la mesure du possible.

Si **oui**, notez brièvement comment les transferts monétaires / les bons d'achat sont utilisés, en soulignant l'utilisation des transferts monétaires à objectifs multiples (MPC), et si des liens avec les systèmes de protection sociale existants ont été explorés.



2124 personnes ont participé à des sessions de formations sur la mise en place des activités génératrices de revenus. Parmi elles, 172 ont bénéficié du paquet d'autonomisation économique, particulièrement les survivantes de VBG, femmes cheffes de ménage et personnes vivant avec un handicap. De plus, suite à la reprogrammation des fonds à l'endroit des personnes déplacées de Bel-Air, 241 familles ont reçu un appui économique. Afin de faire la distribution de cash, nos partenaires ont priorisé le service de transfert de cash mis en place par une compagnie téléphonique étant donné que les personnes étaient en train d'être relocalisées et certains sites étaient fermés. En ce qui concerne les déplacés de Bel-Air, OIM a partagé la liste de ces personnes identifiées que nous avons acheminée à nos partenaires. Aussi, nos 6 agents présents sur les différents sites ont élaboré une liste de 76 femmes enceintes/allaitantes en situation d'extrême pauvreté et vulnérables en vue de leur fournir un appui économique pour répondre à leurs besoins les plus prioritaires. Dans ces 2 listes figuraient les coordonnées téléphoniques des personnes que nos partenaires ont soumises à la compagnie de téléphonie mobile pour le transfert monétaire.

<b>Paramètres de modalité PMT / de bons d'achat :</b>				
<b>Activité spécifique</b> <small>(y compris le # d'activité du cadre de résultats ci-dessus)</small>	<b>Nombre de personnes</b>	<b>Valeur du cash (US\$)</b>	<b>Secteur / cluster</b>	<b>Restriction</b>
<b>Autonomisation économique</b>	172	US\$ 20 640	Protection - Violence sexuelle et/ou sexiste	Sans restriction
<b>Appui économique aux personnes déplacées de Bel-Air</b>	241	US\$ 36 150	Protection - Violence sexuelle et/ou sexiste	Sans restriction
<b>Appui économique aux femmes enceintes/allaitantes sur les sites</b>	76	US\$ 11 400	Protection - Violence sexuelle et/ou sexiste	Sans restriction

## 9. Visibilité des activités financées par le CERF

<b>Titre</b>	<b>Lien web / source</b>
<b>Inauguration d'un des espaces sûrs à Canaan</b>	<a href="https://www.facebook.com/UNFPAHaiti/posts/4355881057862221">https://www.facebook.com/UNFPAHaiti/posts/4355881057862221</a>
<b>Clinique mobile réalisée à l'endroit des personnes déplacées de Tabarre Issa</b>	<a href="https://fb.watch/a7uKjb4Zy4/">https://fb.watch/a7uKjb4Zy4/</a> <a href="https://dofen.news/les-femmes-et-les-filles-deplacees-du-site-de-tabarre-issa-sont-particulierement-a-risque/">https://dofen.news/les-femmes-et-les-filles-deplacees-du-site-de-tabarre-issa-sont-particulierement-a-risque/</a> <a href="https://rhjs.ht/2021/05/24/les-femmes-et-les-filles-deplacees-du-site-de-tabarre-issa-sont-particulierement-a-risque/">https://rhjs.ht/2021/05/24/les-femmes-et-les-filles-deplacees-du-site-de-tabarre-issa-sont-particulierement-a-risque/</a>
<b>Distribution de kits et séances de sensibilisation sur les VBG sur le site de Saint-Yves</b>	<a href="https://www.facebook.com/UNFPAHaiti/posts/4167413736708955">https://www.facebook.com/UNFPAHaiti/posts/4167413736708955</a> <a href="https://www.facebook.com/medecinsdumondesuissehaiti/posts/286030740009152">https://www.facebook.com/medecinsdumondesuissehaiti/posts/286030740009152</a>

### 3.4 Rapport du projet 20-UF-CEF-059

#### 1. Information sur le projet

<b>Agence :</b>	UNICEF	<b>Pays :</b>	Haïti
<b>Secteur / cluster :</b>	Éducation Nutrition Protection - Protection de l'enfant	<b>Code du projet :</b>	20-UF-CEF-059
<b>Titre du projet :</b>	Soutien à l'éducation, à la protection et à la nutrition des filles et des garçons affectés par la crise		
<b>Date de début :</b>	13/11/2020	<b>Date de fin :</b>	12/11/2021
<b>Révisions :</b>	Extension sans cout <input type="checkbox"/>	Redéploiement des fonds <input type="checkbox"/>	Reprogrammation <input type="checkbox"/>

#### Financement

<b>Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :</b>	<b>US\$ 13 886 000</b>
<b>Financement total reçu pour la réponse sectorielle de l'agence à l'urgence en cours :</b>	<b>US\$ 1 943 000</b>
<b>Montant reçu du CERF :</b>	<b>US\$ 1 250 000</b>
<b>Total des sous-subsventions du CERF transférées aux partenaires de mise en œuvre :</b>	<b>US\$ 756 194</b>
Partenaires gouvernementaux	US\$ 0
Partenaires ONG internationale	US\$ 0
Partenaires ONG nationale	US\$ 756 194
Croix Rouge / Croissant Rouge	US\$ 0

#### 2. Résumé des résultats obtenus

Grâce à cette subvention UFE du CERF, UNICEF et ses partenaires ont permis à 5,177 élèves de recevoir du matériel et des manuels scolaires, de sensibiliser 11,085 personnes aux risques de protection et de violence y compris sur les gestes de barrière par rapport à la COVID-19 et le droit à l'éducation, de soutenir l'apprentissage de 1 100 élèves par le biais de transferts monétaires aux ménages, 6 écoles ont bénéficié d'infrastructures WASH, de réhabilitation et de mobiliers scolaires, et 332 jeunes ont bénéficié de formation professionnelle de cycles courts. De plus, 2 723 enfants de 6 à 23 mois ont été admis pour traitement de la malnutrition aiguë, 17 834 enfants ont été supplémentés en micronutriments et 9 909 gardiens.nes d'enfants ont bénéficié des activités de sensibilisation sur l'ANJE, l'hygiène et le dépistage de la malnutrition. Enfin, 16 208 enfants ont été touchés par des activités psychosociales et 300 ménages ont bénéficié d'un appui socio-économique à travers les transferts monétaires.

Ce projet a assisté 53 484 personnes en soutien à l'éducation, à la protection et à la nutrition des filles et des garçons affectés par la crise dans les zones urbaines de Port-au-Prince entre novembre 2020 et novembre 2021.

#### 3. Modifications

**NUTRITION** : Les activités de Nutrition ont débuté en décembre 2020 avec l'approvisionnement en intrants dans les institutions des zones ciblées de Canaan et de Bas Delmas pour la réalisation des activités de routine de la Direction Sanitaire de l'Ouest. Le démarrage du projet avec GHESKIO a été effectif à partir du 15 avril 2021 avec le dépistage communautaire, la prise en charge de la malnutrition aigüe globale, la supplémentation en micronutriments et les activités de sensibilisation sur l'ANJE, l'hygiène et le dépistage. En raison de la situation sécuritaire, le camp de Tabarre Issa a été délocalisé et de nouveaux camps de déplacés se sont formés à Bas Delmas avec un mouvement de population non prévu. Ainsi, GHESKIO a pu intervenir pendant la durée du projet et sans coût additionnels de préférence à Croix-des-Bouquets, aux Camps Saint Yves et Delmas 103, ainsi qu'au niveau de leur 2 sites à Bicentenaire et IMIS à Tabarre.

**EDUCATION** : En raison de la crise de déplacés à Bel Air, une réorientation a été faite pour les actions d'éducation non formelle ciblant les 92 enfants de 12 à 19 ans de Bel Air.

**PROTECTION DE L'ENFANCE** : Les activités psychosociales ayant attiré des enfants des quartiers voisins, d'avantage de sites d'activité ont été mis en place, expliquant une hausse des résultats. En raison des difficultés rencontrées par les bénéficiaires ne souhaitant pas fréquenter les institutions bancaires pour des raisons de sécurité ou de disposant pas de pièce d'identité, les modalités d'assistance en espèces ont été privilégiées.

#### 4. Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF au niveau du projet \*

Secteur / cluster	Éducation									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	1 500	540	3 800	1 200	7 040	3 454	2 122	3 265	2 244	11 085
<b>Total</b>	<b>1 500</b>	<b>540</b>	<b>3 800</b>	<b>1 200</b>	<b>7 040</b>	<b>3 454</b>	<b>2 122</b>	<b>3 265</b>	<b>2 244</b>	<b>11 085</b>
<b>Personnes handicapées (PwD) sur le total</b>										
	0	0	60	40	100	0	0	80	56	136

Secteur / cluster	Nutrition									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	0	0	11 960	11 040	23 000	0	0	11 049	9 508	20 557
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11 960</b>	<b>11 040</b>	<b>23 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11 049</b>	<b>9 508</b>	<b>20 557</b>
<b>Personnes handicapées (PwD) sur le total</b>										

\* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

	0	0	0	0	0	0	0	1 215	1 045	2 260
--	---	---	---	---	---	---	---	-------	-------	-------

Secteur / cluster	Protection - Protection de l'enfant									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	2 250	2 050	8 000	8 000	20 300	3,195	2,439	8,707	7,501	21,842
<b>Total</b>	<b>2 250</b>	<b>2 050</b>	<b>8 000</b>	<b>8 000</b>	<b>20 300</b>	<b>3,195</b>	<b>2,439</b>	<b>8,707</b>	<b>7,501</b>	<b>21,842</b>
<b>Personnes handicapées (PwD) sur le total</b>										
	15	5	100	100	220	15	11	23	22	71

\* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

## 5. Personnes indirectement ciblées par le projet

**NUTRITION :** Il est estimé qu'au moins 20 000 personnes ont bénéficié indirectement du projet, soit trois fois le nombre de bénéficiaires directs ayant été sensibilisés avec des messages clés sur l'ANJE, l'hygiène et le dépistage. Ces bénéficiaires indirects incluent les pères et les grands-parents. Un nouveau point de traitement ambulatoire (PTA) de la malnutrition a été mis en place à IMIS, dans la commune Tabarre, permettant d'offrir des services de nutrition aux enfants malnutris de cette commune.

**EDUCATION :** A travers la composante éducation, le projet a bénéficié indirectement plus de 15 000 personnes des communautés d'accueil autour des écoles et des centres d'apprentissage à travers la campagne de sensibilisation et de communication sur le droit à l'éducation et la promotion de la culture de la paix et de la résolution pacifique des conflits.

**PROTECTION DE L'ENFANCE :** Il est estimé que le secteur de la protection de l'enfant a atteint environ 65 626 bénéficiaires indirects, soit trois fois le nombre de bénéficiaires directs, à travers le partage d'informations et / ou d'autres membres du même ménage bénéficiant de la prestation de services par le bénéficiaire direct.

## 6. Cadre de résultats du projet CERF

<b>Objectif du projet</b>	Renforcer les actions de réponses intégrées pour la protection, l'éducation et la nutrition des enfants, ciblant les groupes les plus vulnérables des quartiers urbains prioritaires, notamment : les enfants avec difficultés scolaires, les enfants et les adolescents en dehors de l'école et leurs familles, les enfants et adolescents en besoin de protection, les enfants de 0 à 5 ans avec leurs mères.			
<b>Résultat 1</b>	Les enfants et jeunes affectés par les crises socio politiques de 2019 et la COVID-19 vivant dans les quartiers de Bas Delmas et de Canaan ont accès à des opportunités d'apprentissage pour l'année scolaire 2020-2021.			
<b>Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ?</b> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>				
<b>Secteur / cluster</b>	Education			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Valeur cible</b>	<b>Valeur atteinte</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 1.1	# d'élèves (F/G) incluant les enfants vivant avec un handicap recevant du matériel scolaire et des manuels (3 par élève) pour 2020/2021 (fondamental 1er & 2ème cycles seulement)	5,000	5,177 élèves dont 3,079 filles et 2,098 garçons	Rapports de mise en œuvre des activités
Indicateur 1.2	# d'élèves, de parents et d'enseignants (désagrégés par sexe) sensibilisés aux questions liées aux risques de protection et de violence y compris sur les gestes de barrière par rapport à la COVID-19 et le droit à l'éducation : plusieurs séances (durée moyenne de 2 heures) sur la durée du projet	7,040	11,085 personnes dont 5,177 élèves, 332 adolescents et jeunes, 5,343 parents et 233 enseignants	Rapports de mise en œuvre des activités
Indicateur 1.3	# d'élèves bénéficiant d'un programme de soutien à l'apprentissage à travers un programme de transferts	1,000	1,100 élèves dont 543 filles et 557 garçons	Rapports de mise en œuvre des activités

	monétaires conditionnels aux ménages.			
Indicateur 1.4	# d'enseignants et directeurs des écoles ciblées sensibilisés sur les approches de soutien scolaire, d'appui psychosocial, les gestes barrières par rapport à la COVID-19 et sur le référencement au besoin vers les services de soutien disponibles . Plusieurs séances (durée moyenne de 2 heures) sur la durée du projet	40	233 enseignants et directeurs dont 159 femmes et 74 garçons	Rapports de mise en œuvre des activités
Indicateur 1.5	# d'écoles bénéficiant des infrastructures WASH, de réhabilitation et des mobiliers scolaires adaptés aux différents groupes d'âge	5	6 écoles dont les 5 écoles initialement prévues et l'Ecole Communale de Petion-Ville qui avait les personnes déplacées vivant avec un handicap	Rapports de mise en œuvre des activités
Indicateur 1.6	# de jeunes (F/G) bénéficiant de programmes de formation professionnelle de cycles courts	100	332 jeunes et adolescents dont 186 filles et 146 garçons	Rapports de mise en œuvre des activités
Indicateur 1.7	# de ménages ayant reçu deux transferts d'un montant de \$100 chaque soit un total de \$200 par ménage pour le maintien des enfants à l'école (total of US\$ 70,000)	350	356 ménages dont 266 dirigés par des femmes	Rapports de mise en œuvre des activités

**Explication du résultat et de la variation de l'indicateur**

Les dépassements au niveau des cibles s'expliquent à cause de la double vacation au niveau des écoles. Les écoles touchées fonctionnent en double vacation, ce qui a permis de toucher plus de personnes que prévues.

Pour l'éducation non-formelle et l'apprentissage de métiers de cycles courts, la cible prévue a été largement dépassée (332%), en raison du nombre élevé d'enfants, d'adolescents et de jeunes déplacés du Bel-Air, victimes des actes de violence urbaine qui ont été accueillis au programme de soutien scolaire et aux programmes d'apprentissage de métiers de cycles courts.

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 1.1	Acquisition et distribution de manuels et fournitures scolaires (vouchers).	UNICEF et Partenaires de mise en oeuvre (FEPH et CEEC), vouchers pour l'achat des fournitures et commande des manuels auprès des éditeurs locaux
Activité 1.2	Réhabilitation légère du Lycée Garcial Preval, de l'école nationale de Corail et des 3 écoles ciblées dans les quartiers Bas Delmas (Embellissement des salles classes, réhabilitation de clôture, petits travaux d'amélioration de l'environnement scolaire, etc.) ,	FEPH ou CEEC en collaboration avec la Direction du Génie scolaire du Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle.
Activité 1.3	Formation professionnelle de cycle court axée sur des programmes de cycles courts pour les jeunes déscolarisés (les jeunes choisissent entre les filières suivantes : construction : carrelage, plomberie, électricité, solaire, climatisation etc. ; Agriculture :	Partenaire de mise en œuvre (IDEJEN)

	élevage, technique agricole ; Hôtellerie : restauration, bar, etc. ; Technologie : informatique ; Santé : agent de santé ; Entreprenariat ; Mécanique : entretien/réparation motos, portables.	
Activité 1.4	Activités de sensibilisation et formation sur les questions liées aux risques de protection, de violence et sur les gestes barrières par rapport à la COVID-19.	Partenaires de mise en œuvre (FEPH- CEEC-IDEJEN) en collaboration avec le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP)
Activité 1.5	Activités de transferts monétaires à 350 parents d'élèves.	Partenaires de mise en œuvre FEPH -CEECC
Activité 1.6	Activités de sensibilisation de 40 enseignants et directeurs des 5 écoles ciblées sur les approches de soutien scolaire et d'appui psychosocial.	Partenaires de mise en œuvre FEPH -CEECC
Activité 1.7	Fabrication et distributions des mobiliers scolaires dans les 5 écoles ciblées.	Fournisseurs spécialisés
Activité 1.8	Installation des infrastructures WASH dans les 5 écoles ciblées.	Partenaires de mise en œuvre FEPH -CEECC

**Résultat 2** Les garçons et les filles de moins de cinq ans, vivant dans les quartiers de Canaan et Bas Delmas, les plus à risque ou touchés par la malnutrition aiguë ont accès sur un pied d'égalité à un ensemble de services nutritionnels préventifs et curatifs intégrés, essentiels et de qualité.

**Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ?** Oui  Non

Secteur / cluster		Nutrition		
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 2.1	# d'enfants de 6 à 23 mois admis pour traitement de la malnutrition aiguë	2,600 (1,248 garçons et 1,352 filles)	2,723 (1,255 garçons et 1,468 filles)	SISNU, Rapports d'activités GHESKIO
Indicateur 2.2	# d'enfants de 6 à 59 mois supplémentés en micronutriments	20,400 (9,792 garçons et 10,608 filles)	17,834 (8,253 garçons et 9,581 filles)	SISNU, Rapports d'activités GHESKIO
Indicateur 2.3	# de gardiens.nes d'enfants bénéficiant des activités de sensibilisation sur l'ANJE, l'hygiène et le dépistage de la malnutrition	23,000	9,909	Rapports d'activités GHESKIO

**Explication du résultat et de la variation de l'indicateur** La situation sécuritaire difficile a entravé la tenue des séances de sensibilisation lors des activités communautaires par les agents de santé communautaires polyvalents. Ainsi seules les mères vues dans les institutions ont été sensibilisées, empêchant ainsi l'atteinte de la cible.

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 2.1	Dépistage actif et Prise en charge des cas de malnutrition aiguë au niveau des institutions et dans la communauté	GHESKIO, DSO/MSPP
Activité 2.2	Distribution de Vitamine A et de poudre de micronutriments aux enfants bénéficiaires	GHESKIO, DSO/MSPP
Activité 2.3	Sensibilisation de gardiens.nes d'enfants sur l'ANJE, l'hygiène et le dépistage de la malnutrition	GHESKIO, DSO/MSPP



**Résultat 3** Les enfants victimes ou a risque de violence y compris les VBG dans la zone d'intervention du projet ont accès aux services de protection y compris des interventions psychosociales

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui  Non

Secteur / cluster	Protection - Protection de l'enfant			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 3.1	# d'enfants touchés par des activités psychosociales	15,000 (7,500 filles et 7,500 garçons)	16,208 (8,707 filles et 7,501 garçons)	Rapports et photos des activités, listes de présence des rencontres, témoignages des bénéficiaires
Indicateur 3.2	# de ménages bénéficiant d'un appui socio-économique à travers les transferts monétaires	300 ménages (250 chefs de ménages femmes et 50 chefs de ménages hommes)	300 ménages (246 femmes et 54 hommes)	Fiche d'évaluation et d'identification des familles, Fiche de réception, photos, témoignages.
Indicateur 3.3	# de personnes touchées par les activités de sensibilisation sur la protection des enfants.	5,000	5,634 personnes (3,195 femmes et 2,439 hommes)	Liste de présence, photos des activités, témoignages
<b>Explication du résultat et de la variation de l'indicateur</b>		<p>Les résultats sur l'aspect cash transfert ont donnée 82% de femmes au lieu de 83% car beaucoup de femmes ont craint de participer aux rencontres, de venir dans les lieux de rassemblement des groupements de femmes pour s'inscrire dans le programme ou n'avaient pas de pièce d'identité.</p> <p>Les activités psychosociales ayant attiré des enfants des quartiers voisins, d'avantage de sites d'activité ont été mis en place, expliquant une hausse des résultats</p>		

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 3.1	Organisation d'activités psychosociales (organisation d'animation et de jeux dans les espaces amis des enfants, entretiens individuels, identification et référencement des cas nécessitant une prise en charge spécialisée), au profit des 15,000 enfants dans les communautés.	KIDS CLUB HAITI APADEH OCCED'H
Activité 3.2	Organisation de transferts monétaires pour 300 ménages vulnérables (identification des ménages, organisation des transfert, suivi).	KIDS CLUB HAITI APADEH OCCED'H
Activité 3.3	Organisation d'activités de sensibilisation sur la protection de l'enfants dans les huit communes.	KIDS CLUB HAITI APADEH OCCED'H

## 7. Programmation efficace

#### **a. Redevabilité envers les personnes affectées (AAP)<sup>5</sup> :**

Le secteur de protection de l'enfant met en œuvre des activités psychosociales par une approche communautaire. Les leaders influents de la communauté (leaders religieux, professeurs, responsable de groupe de femmes et d'enfants) se rassemblent en petits comités de protection de l'enfant après une présentation du projet par le partenaire d'implémentation. Ce groupe identifie un espace sécuritaire, établit l'horaire suivant la réalité de la zone avec le partenaire d'implémentation, participe à l'identification des bénéficiaires et la participation dans la réalisation des activités.

#### **b. Mécanismes de retour d'information et de plainte d'APP :**

Dans les espaces amis des enfants, les moniteurs encouragent les bénéficiaires à utiliser la boîte à suggestion pour pouvoir exprimer des problèmes, attentes non-comblées, etc. Pour les enfants les plus petits, ils sont invités à faire des faces ou des dessins exprimant leur joie ou mécontentement. Les problèmes soulevés par les enfants sont discutés dans le comité local de protection de l'enfant. Les principes de l'anonymat et de la confidentialité sont rigoureusement respectés.

#### **c. Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) :**

Le personnel, les partenaires et les bénéficiaires ciblés par les projets de l'UNICEF disposent de plusieurs canaux sûrs et accessibles pour signaler les incidents d'exploitation et d'abus sexuels de façon anonyme s'ils le désirent. Ces canaux incluent un numéro de téléphone, des adresses email, des points focaux au sein des équipes œuvrant sur le terrain, ainsi que des boîtes de suggestion dans certaines localités. Les plaintes sont enregistrées dans des bases de données protégées. Les incidents sont signalés dans le rapport « Significant Report Incident » qui ne contient pas d'information identifiante des victimes ou agresseurs présumés. Les rapports sont circulés à l'interne selon la procédure en vigueur, et l'appui au(x) survivant(es) ainsi que les enquêtes lancées immédiatement.

#### **d. Focus sur les femmes, les filles et les minorités sexuelles et de genre, y compris la violence sexiste :**

Dans le souci de donner l'accès à l'autonomisation des femmes, les partenaires ont privilégié une approche basée sur l'égalité des sexes à travers le recrutement du personnel du projet avec les principes compétence égale, salaire égale et ont vérifié que toutes les communautés et les minorités sexuelles et genres participent d'une manière égale dans toutes les activités.

#### **e. Personnes handicapées (PwD) :**

Les personnes handicapées ont eu accès au programme spécialement dans le cash transfert ou certains bénéficiaires ont été déjà identifiés après une visite de terrain du groupe humanitaire. Les partenaires ont pris soin de prioriser les personnes handicapées en donnant la possibilité de trouver l'accès au cash en première place.

#### **f. Protection :**

En se basant sur le public cible du projet et les résultats attendus, les partenaires de protection de l'enfant à travers des informateurs clés et des volontaires communautaires pour la protection de l'enfant ont réalisé les évaluations des besoins des familles qui avaient vu leurs maisons brûlées et certains enfants violés ont été placés en priorité dans les listes des bénéficiaires. Les rencontres avec ces bénéficiaires ont eu lieu en toute discrétion dans un climat de confiance.

#### **g. Éducation :**

Des évaluations des dégâts et des besoins résultant de la crise sociopolitique ont été conduites dans les zones ciblées par le projet. Les résultats de ces évaluations ont mis en évidence les défis rencontrés par les écoles en termes de mobiliers scolaires et en infrastructures Eau Hygiène et Assainissement (WASH), les besoins en formation du personnel éducatif pour la prise en charge des filles et des garçons affectés par la crise sociopolitique, les besoins des élèves en kits scolaires et besoins également des adolescents en soutien scolaire et éducation non formelle

<sup>5</sup> Le AAP et le PSEA font partie intégrante des engagements de l'IASC et sont donc obligatoires pour la conformité de toutes les agences et partenaires des Nations Unies. Les agences n'ont pas nécessairement besoin de mettre en place de nouveaux mécanismes AAP et PSEA pour les projets CERF si des mécanismes fonctionnels sont déjà en place. Pour plus d'informations, veuillez référer [aux engagements de l'IASC AAP](#).

## 8. Programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat

### Utilisation de programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat :

Prévu	Atteint	Nombre total de personnes recevant l'assistance
Oui, le PTM est un composant	Oui, le PTM est un composant	656

Si **non**, veuillez expliquer pourquoi les transferts monétaires / les bons d'achat n'ont pas été pris en compte. Lorsque cela est possible, cet programme doit être considéré comme une option de réponse par défaut, et les transferts monétaires à objectifs multiples (MPC) doivent être utilisés dans la mesure du possible.

Si **oui**, notez brièvement comment les transferts monétaires / les bons d'achat sont utilisés, en soulignant l'utilisation des transferts monétaires à objectifs multiples (MPC), et si des liens avec les systèmes de protection sociale existants ont été explorés.

En éducation, les transferts monétaires ont été effectués aux parents les plus vulnérables pour soutenir l'éducation de leurs enfants y compris l'achat de manuels scolaires.

Protection de l'enfant : Le cash transfert a été utilisé en termes de support économique pour résoudre des problèmes divers auxquels les parents des enfants les plus vulnérables sont confrontés. Chaque famille a reçu deux fois 100\$.

### Paramètres de modalité PMT / de bons d'achat :

Activité spécifique (y compris le # d'activité du cadre de résultats ci-dessus)	Nombre de personnes	Valeur du cash (US\$)	Secteur / cluster	Restriction
Activités de transferts monétaires à 350 parents d'élèves.	356	US\$ 35 600	Éducation - Éducation	Sans restriction
Activités de cash transfert pour 300 ménages	300	US\$ 60 000	Protection - Protection de l'enfance	Sans restriction

**ANNEXE: FINANCEMENTS DU CERF TRANSFERES AUX PARTENAIRES DE MISE EN OEUVRE.**

<b>CERF Project Code</b>	<b>CERF Sector</b>	<b>Agency</b>	<b>Implementing Partner Type</b>	<b>Total CERF Funds Transferred to Partner in USD</b>
20-UF-FAO-031	Agriculture	FAO	NNGO	\$49,960
20-UF-FAO-031	Agriculture	FAO	NNGO	\$46,982
20-UF-IOM-030	Protection	IOM	NNGO	\$63,000
20-UF-IOM-030	Protection	IOM	NNGO	\$37,000
20-UF-IOM-030	Protection	IOM	NNGO	\$10,000
20-UF-FPA-038	Health	UNFPA	NNGO	\$173,664
20-UF-FPA-038	Gender-Based Violence	UNFPA	NNGO	\$238,304
20-UF-FPA-038	Gender-Based Violence	UNFPA	NNGO	\$37,864
20-UF-FPA-038	Health	UNFPA	NNGO	\$34,921
20-UF-CEF-059	Nutrition	UNICEF	NNGO	\$192,224
20-UF-CEF-059	Education	UNICEF	NNGO	\$33,737
20-UF-CEF-059	Education	UNICEF	NNGO	\$138,810
20-UF-CEF-059	Education	UNICEF	NNGO	\$71,273
20-UF-CEF-059	Child Protection	UNICEF	NNGO	\$106,150
20-UF-CEF-059	Child Protection	UNICEF	NNGO	\$49,960